

Présidentielle
2027

SELMA LABIB
conductrice de bus



NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Soutenue par
Gaël QUIRANTE

RÉVOLUTIONNAIRES

62 3 SEPTEMBRE 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Mobilisations
**VERS UN
SEPTEMBRE ROUGE**
**AVEC LES
POMPIERS !**

ÉDITORIAL

**Pour nos
conditions de vie
et de travail, nous
n'attendrons
pas 2027 !**

Jeudi 27 août, le syndicat patronal a procédé à un entretien d'embauche en direct pour choisir celui ou celle qui servira ses intérêts à partir de 2027. De Mélenchon à Le Pen, aucun des sept candidats présélectionnés n'a remis en cause cette mise en scène qui montre que le vrai pouvoir n'est pas dans les urnes ou à l'Élysée, mais dans les conseils d'administration des grands groupes.

CE N'EST PAS UNE ÉLECTION QUI POURRA CHASSER LE MEDEF DU POUVOIR

Le « bloc central » de ceux qui ont gouverné dans un passé récent (des écologistes à la droite) n'avait plus à prouver sa volonté de se mettre au service du patronat. Pour eux, les « entreprises » (comprendre leurs patrons) seraient « essentielles ». Le rôle des politiques consisterait seulement à leur donner toujours plus. Après 20 ans de Macron, Hollande et Sarkozy, ces patrons qui pleurent la bouche pleine empochent chaque année plus de 200 milliards d'euros de subventions et allègements de charges – environ la moitié du budget de l'État. Le Code du travail, l'assurance maladie et l'assurance chômage, les retraites, l'éducation... tout est « réformé » en permanence à leur profit et contre les intérêts des classes populaires.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	<i>p. 1 à 4</i>	<i>p. 1 à 5</i>	INTERNATIONAL	<i>p. 6 à 9 et p. 12</i>	DOSSIER	<i>p. 10-11</i>	VIE DU PARTI	<i>p. 18</i>	NPA JEUNES-R	<i>p. 20</i>
Éditorial Lancement de la campagne présidentielle devant le Medef : c'est qui le patron ?	Mégafeux en Gironde : les plus gros incendiaires sont au gouvernement	Derrière le projet de parc d'attraction Dragon Ball à Cergy	Élections à Berlin : le choix d'une campagne révolutionnaire contre les impasses réformistes	États-Unis, Iran : reprise des frappes et guerre économique	TOUS ET TOUTES EN CAMPAGNE... ET DANS LES LUTTES, SANS ATTENDRE 2027 !		École d'été internationaliste : un souffle internationaliste pour armer les combats à venir		Hausse des frais d'inscription, suppressions des APL, inflation... préparons une rentrée de riposte !	
Contre le budget 2027 : défendre notre niveau de vie	Intelligence artificielle et... raciste : pour Google, la faute aux algorithmes	Balladur a rejoint son projet mort-né de Smic Jeunes !	Inde : la colère d'une génération n'est pas éteinte, le mouvement de jeunesse est-il terminé ?	Netanyahou et Cie : ils bombardent les hôpitaux, manipulent l'info !	Meeting du NPA-Révolutionnaires du 23 août 2026 à nos rencontres d'été révolutionnaires (RER)		Piratage et nouveau site : même si l'extrême droite ne le veut pas, nous on est là !!		Campagne d'excision au Mali : contrôler les femmes par la violence	
Hausse du chômage : État et patronat à l'offensive contre les travailleurs	Un référendum pour interdire le voile ? Le racisme, ça ne se discute pas, ça se combat !		Catastrophe au Népal et au Tibet : la réalité des désordres capitalistes dépasse toute fiction	Entre la Russie et l'Ukraine : l'escalade guerrière					Macron, Mélenchon : la fleur au fusil	
Dette : qui des travailleurs ou des patrons la paiera ?			Au Sud-Liban comme à Gaza, la même politique israélienne de terre brûlée	Pogroms anti-migrants à Ceuta : la politique du gouvernement de Pedro Sánchez les a rendus possibles					Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers !	
Pour un « septembre rouge », chiche !				Mayotte : attiser la xénophobie pour faire accepter la misère	PREMIÈRES LIGNES	<i>p. 13 à 17</i>				
« Rassemblement national » ça rime toujours bien avec... « intérêt patronal » !							HISTOIRE	<i>p. 18</i>		
							Il y a 90 ans... les procès de Moscou : l'assassinat par Staline d'une génération de révolutionnaires			
							CULTURE	<i>p. 19</i>		
							Livre • Film			

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Marine Le Pen, elle, s'est démenée pour rassurer la bourgeoisie en promettant des budgets d'austérité qui n'ont rien à envier à ceux de Lecornu et en bégayant sur les retraites : départ non plus à 60 ans mais plutôt à 62 et après 42 ans de cotisation... Autant dire le « droit » de partir à peine avant de crever au boulot mais uniquement avec le minimum vieillesse ! L'extrême droite montre qu'elle est toujours prête à obéir servilement aux ordres du capital.

SI LES CORBEAUX ET LES VAUTOURS, UN DE CES MATINS DISPARAISSENT, LE SOLEIL BRILLERA TOUJOURS !

La proposition de Mélenchon d'augmenter le Smic, pourtant très timorée, a déclenché les rires indécents des patrons multi-millionnaires. Ils savent que plus nos salaires sont bas, plus leurs profits sont hauts. Ils s'amusent qu'un politicien tente de les convaincre du contraire ! Pour nos salaires, comme pour nos droits, nos services publics, nos vies de travailleurs et de travailleuses en général, il faudra non pas négocier dans les salons du Medef ou de l'Élysée, mais renverser le rapport de force par nos luttes collectives.

La grève, l'arme des travailleurs, remet les pendules à l'heure : qui crée toutes les richesses ? Qui est « essentiel » au fonctionnement de la société ? L'aide-soignante, l'ouvrier, le postier, la conductrice de bus, l'enseignant, ou bien le patron du Medef ?

RIRA BIEN QUI RIRA LE DERNIER !

Aux travailleurs et travailleuses, qui produisent tout, de décider enfin de tout : c'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans cette élection présidentielle. Décider de tout, cela commence par ne pas attendre une élection pour prendre nos affaires en main. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes budgétaires dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent. C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail, et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

• 31/08/2026

Contre le budget 2027 : défendre notre niveau de vie

Le gouvernement prépare le budget 2027 qu'il devrait en principe présenter au Parlement le 30 septembre. Les grandes lignes en sont déjà connues et ne comportent aucune surprise : dans la continuité du budget précédent, toujours plus pour le patronat et l'armée, toujours moins pour les services publics utiles à la population. Pas touche aux plus de 200 milliards de subventions au patronat. Quant au budget militaire, il continuera à augmenter. Par contre, les budgets des ministères du Travail et de la Santé vont reculer, le soutien aux collectivités territoriales stagner et le budget de l'Éducation augmenter moins que l'inflation.

Certaines mesures déjà annoncées s'attaquent directement au niveau de vie des classes populaires. Le plafond des franchises médicales passerait de 100 à 200 euros, le ticket modérateur va augmenter, en particulier pour les soins dentaires et les transports médicaux. Des mesures d'économie sur la santé qui se traduiront par de nouvelles hausses des tarifs des mutuelles et des renoncements aux soins pour les malades qui n'en disposent pas.

L'inflation s'établit à 2,4 % au mois d'août et se fait sentir particulièrement sur les produits indispensables aux budgets populaires. D'après l'Insee, la hausse des produits frais s'établit à 5,8 % sur un an et celle de l'énergie à plus de 15 %. Le diesel est repassé à 2,30 euros ! Par contre, les salaires stagnent.

Alors, quelle que soit la mouture définitive du budget de Lecornu, qu'il passe par un vote du Parlement ou soit imposé par 49.3, l'urgence est à la mobilisation du monde du travail pour la défense de notre niveau de vie. Pas un salaire, pas une allocation, pas une pension inférieurs à 2 000 euros net ! Échelle mobile indexée sur la hausse des prix pour tous les revenus des travailleurs et travailleuses, en activité comme en retraite ou au chômage !

MICHEL GRANDRY

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 62 • 3 SEPTEMBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TEL. : 01 49 63 66 66

POUR UN « SEPTEMBRE ROUGE », CHICHE !

Les pompiers sont en colère. Ils ont lutté en première ligne contre les mégafeux de l'été, plusieurs de leurs collègues ont été tués ou sérieusement blessés. Ils ne veulent plus seulement de la « reconnaissance » ou « des médailles ». Ils veulent des embauches massives de collègues sapeurs-pompiers professionnels, qu'ils chiffrent à 20 000 (3 000 de leurs collègues volontaires sont déjà titulaires du concours et ne demandent qu'à être titularisés), davantage de moyens techniques adaptés (des camions, des tenues, des Canadair...), la reconnaissance des risques spécifiques à leur métier, liés à l'exposition aux agents toxiques et cancérigènes et la prise en charge de l'usure physique et psychique liée aux missions, notamment pour l'âge du départ en retraite, qui comme pour tous les salariés a reculé de deux ans avec les dernières attaques des quinquennats de Macron. Un de leurs représentants syndicaux a déclaré : « *Le gouvernement attend sûrement pour calmer la grogne qu'il pleuve mais, manque de chance, il y aura un automne de tempêtes.* »

L'ensemble des organisations syndicales de pompiers appelle à une mobilisation d'ampleur à partir du 8 septembre : préavis de grève déposé jusqu'au 20 octobre, montée nationale et manifestation statique place de la République à Paris du 26 au 28 septembre et appel à rejoindre la grève de la fonction publique le 29 septembre. Comme les soignants dans les hôpitaux et les Ehpad, comme les instits dans les écoles, comme toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas crever en raison des restrictions budgétaires décidées par les serviteurs de la bourgeoisie, il faudra en être ! Public, privé, jeunes, retraités, privés d'emploi, tous et toutes ensemble, en grève pour riposter sur un terrain de classe face à l'incurie des riches et des puissants.

Il faudra aussi grossir les rangs des manifestations appelées partout en France le 26 septembre par de nombreuses associations et collectifs sous l'intitulé « *pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale* ». Mais ce sera de notre côté, avec l'affirmation que pour atteindre de tels objectifs, il n'y aura pas de solution institutionnelle, pas d'aménagement possible au sein de ce système capitaliste, pas d'espoir électoral dans des frontières nationales, mais la nécessité d'un mouvement d'ensemble mettant en branle les travailleurs et la jeunesse et la perspective d'une société débarrassée de la propriété privée des moyens de production.

MARIE DAROUEN

Hausse du chômage : État et patronat à l'offensive contre les travailleurs

Dans les derniers chiffres publiés, l'Insee rapportait que le taux de chômage avait augmenté de 0,2 point au deuxième trimestre de cette année pour atteindre 8,3 %, son plus haut niveau depuis l'automne 2020, en plein Covid, et se rapprochant du niveau de 2017. Il enregistre sa sixième hausse consécutive et augmente pour toutes les tranches d'âge. Le nombre global de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) atteint 5,8 millions de personnes, tandis que ceux sans aucune activité sont 3,3 millions, soit une augmentation de 1,3 % sur le trimestre et 3,2 % sur un an. Il est bien loin le temps des promesses de Macron d'aller vers la fin du chômage !

Cette catastrophe sociale se traduit par des centaines de milliers de personnes jetées à la rue ou contraintes de subsister grâce aux banques alimentaires. Quant aux travailleurs encore en activité, ils subissent de plein fouet une aggravation de l'exploitation par la pression pour accepter des conditions de travail dégradées et des salaires de plus en plus insuffisants. Cette offensive patronale contre les travailleurs ne semble pas près de s'arrêter. La CGT recensait dernièrement 546 plans de licenciements au cours des derniers mois et 120 000 emplois perdus ou menacés. Et la série

noire continue : IBM, 300 emplois menacés ; Capgemini, jusqu'à 2 400 postes supprimés ; FedEx, 500 postes supprimés ; Société générale, 1 800 suppressions de postes prévues d'ici 2027 ; ArcelorMittal, plan social prévoyant la suppression de 608 postes ; Bosch, fermeture d'une usine annoncée, 265 salariés concernés... Cette liste est loin d'être exhaustive et concerne des entreprises qui, pour la plupart, accumulent des records de bénéfices.

Du côté du gouvernement, les attaques contre les chômeurs se sont succédé, par

En réponse à ces attaques, il faudra imposer aux capitalistes et à l'État des revendications à la hauteur de l'offensive patronale.

deux réformes importantes en 2021 et 2023, et toute une série de mesures ciblées attaquant telle ou telle catégorie. Aujourd'hui, il faut notamment l'augmentation de la durée nécessaire de travail pour toucher des indemnités chômage, portée à six mois, et la réduction d'environ 25 % des allocations depuis 2017, alors que plus de la moitié des 2,7 millions de personnes indemnisées touchent actuellement moins de 1 000 euros net mensuels, tandis que l'allocation moyenne s'élève à 1 040 euros...

La dernière attaque en date concerne les salariés quittant leur travail après une rupture conventionnelle. Cette procédure date de 2008. Même si des travailleurs peuvent parfois en profiter, elle permet aux patrons d'éviter les frais liés à un plan de licenciement classique et d'empêcher tout contentieux, le salarié signant son propre licenciement. À partir du 1^{er} septembre, la durée d'indemnisation sera réduite de 18 à 15 mois pour les moins de 55 ans, soit trois mois de moins, et deux mois de moins pour les 55 ans et plus.

En réponse à ces attaques, il faudra imposer aux capitalistes et à l'État des revendications à la hauteur de l'offensive patronale : embauche massive dans les services publics, interdiction des licenciements et partage du travail entre tous et toutes sans diminution de salaire.

MICHEL GRANDRY

DETTE : QUI, DES TRAVAILLEURS OU DES PATRONS, LA PAIERA ?

Pendant que les travailleurs voient leur niveau de vie reculer, politiciens et éditorialistes invoquent la flambée de la dette pour leur demander de nouveaux sacrifices. Le taux d'intérêt de la dette française dépasse à nouveau les 4 %, un niveau jamais atteint depuis la crise de 2008. Le montant total de la dette représente un peu plus de 3 500 milliards soit 117,5 % du produit intérieur brut (PIB), alimentée chaque année par un déficit qui avoisine les 5 % du même PIB.

Le prétexte est alors tout trouvé : si l'on n'aggrave pas les mesures d'austérité, on court à la catastrophe. Du RN au PS, on rivalise d'idées bien peu originales : coupes budgétaires dans les services publics, report de l'âge de départ à la retraite, baisse des aides sociales. Les anciens Premiers ministres macronistes Édouard Philippe et Gabriel Attal sont en première ligne pour dénoncer l'irresponsabilité supposée de l'État. En taisant leur propre responsabilité dans l'accumulation de 1 000 milliards d'euros de dette supplémentaire durant les mandats de Macron. C'est que, quand il s'agit de mener une politique anti-ouvrière, on invoque la dette pour couper dans tout ce qui sert les classes populaires. Quand il s'agit de cadeaux aux grandes entreprises - ou de l'augmentation du budget de l'armée, ce qui revient un peu au même -, les contraintes budgétaires s'évanouissent. Quant aux intérêts de la dette (60 milliards par an, un des premiers postes de dépense de l'État), ils permettent aux banques de s'enrichir sur le dos des contribuables.

Seule voix discordante parmi les politiciens bourgeois, Jean-Luc Mélenchon parle d'annuler une partie de la dette française : « Il suffit d'aller la prendre et la foutre au feu. » LFI s'appuie sur les dires du banquier Matthieu Pigasse, qui a participé à la restructuration de la dette de pays pauvres endettés, faux cadeau au nom duquel ils étaient sommés de serrer la ceinture de leur population... Mélenchon promet ainsi qu'une gestion budgétaire favorable aux travailleurs est possible, bien entendu s'il est élu, en laissant en place les patrons qu'il fait mine de vouloir convaincre.

Contrairement à Mélenchon, ce n'est pas seulement 20 % de la dette publique que nous revendiquons de « foutre au feu », mais son intégralité. Mais il est illusoire de penser que les capitalistes resteraient l'arme au pied face à une telle me-



sure ! Cela ne pourra se faire que dans le cadre d'une rupture avec le système financier, une révolution sociale qui exproprie les banques et les groupes financiers, les fusionne en une seule entité au service et sous le contrôle des travailleurs.

Alexis Tsipras, élu en 2015 en Grèce après avoir fait des promesses analogues à celles de Mélenchon, a capitulé au bout de quelques mois face aux créanciers et a fini par mettre en place la politique d'austérité voulue par les banques.

Parler de l'annulation d'une petite partie de la dette comme le fait Mélenchon, c'est semer une double illusion :

non seulement cela occulte le fait que cela en laisserait en place l'essentiel mais, surtout, c'est ne rien dire du fait que l'annulation de la dette est un acte de guerre contre les capitalistes. Les prophètes de malheur qui prétendent qu'il n'y a pas d'alternative au paiement de ce tribut antisocial qu'est la dette sont des ennemis. Mais ceux qui sèment l'illusion qu'un arrangement partiel serait possible avec les puissances de la finance ne méritent pas la confiance des travailleurs. Il n'y aura ni capitalisme à visage humain, ni dette publique allégée par des artifices comptables.

Certes, la France, en tant que pays impérialiste riche, est loin de se retrouver en défaut de paiement. C'est pourquoi l'agence de notation Fitch a maintenu une bonne note de la dette française : on peut continuer sans risque à lui prêter. Mais en parlant d'un « contexte politique et social rendant difficile l'assainissement budgétaire » : manière de dire que les capitalistes réclament un budget toujours plus hostile aux travailleurs et comptent redoubler leurs attaques quel que soit le futur gouvernement.

ROBIN KLIMT

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

« Rassemblement national » ça rime toujours bien avec... « intérêt patronal » !

Depuis le 8 juillet, et le lancement furtif de sa campagne au marché de la Flèche dans la Sarthe – d'où elle avait dû battre rapidement en retraite sous un concert de casseroles –, Marine Le Pen avait choisi l'option grandes vacances... et grand silence.



Difficile effectivement, pour elle et son parti, très largement climato-sceptique, de s'exprimer sur l'actualité brûlante de l'été, les épisodes de canicule, les feux et la catastrophe écologique au vu de leur opposition systématique à tous les budgets en faveur des services publics et des (mêmes faibles) protections de l'environnement. Créditée à ce jour par les sondages de 35 % d'intentions de vote au 1^{er} tour et donnée gagnante au second, quel que soit son adversaire, Le Pen n'a pas oublié les thématiques xénophobes et anti-immigrés, les « favoris » de l'extrême droite raciste, avec la proposition d'un référendum sur le port du voile, pour ne pas se laisser doubler

par les discours anti-Roms d'Attal et ceux anti-Comoriens de Philippe. Extrême droite et droite maintiennent le feu sous leurs vieilles marmites bien nauséabondes. Mais Marine Le Pen a aussi et surtout fait le choix de faire sa rentrée politique devant le « grand oral » du Medef le 27 août... plutôt qu'à la grande braderie de son fief d'Hénin-Beaumont, c'est que le patronat disait vouloir être rassuré de pouvoir continuer à faire de « bonnes affaires » avec le Rassemblement national au pouvoir. C'est chose faite.

Pour le budget 2027, Le Pen annonce pouvoir faire mieux que Macron et Lecornu avec 125 milliards d'euros « d'économies budgétaires », car « le premier qui doit faire un effort, c'est l'État et il doit baisser drastiquement son train de vie »... Le Pen, l'argent public, soit elle le détourne par millions, soit elle projette de le déverser par milliards aux patrons ! C'est en effet le but principal de ses propositions de suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), de la cotisation foncière des entreprises (CFE), de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) – qui participe au financement de l'assurance vieillesse –, un total de 130 impôts et taxes jugés « improductifs ».

Quant à ses annonces sur le retour à la retraite à 60 ans, elle ne concernerait que ceux qui auront commencé à travailler avant 20 ans... D'ailleurs, pourquoi pas aller travailler dès 15 ans, car il y a trop de jeunes au lycée et encore plus à la fac, et ça coûte bien trop cher... La chair à patrons, ça n'a pas be-

Aucun gouvernement d'extrême droite n'a fait voter la moindre loi en faveur du monde du travail : la retraite, c'est 67 ans dans l'Italie de Meloni, 65 ans dans la Hongrie de Orbán par exemple.

soin de faire des études ! Si Le Pen a décidé de maintenir « sa ligne » de la retraite à 62 ans (avec 42,5 annuités de cotisation quand même), dont Bardella avait pensé se débarrasser dans son espoir « d'union des droites », ce n'est que pour donner le change à une base électorale ouvrière et populaire pour laquelle la retraite à 64 ans de Macron est restée en travers de la gorge. Aucun gouvernement d'extrême droite n'a fait voter la moindre loi en faveur du monde du travail : la retraite, c'est 67 ans dans l'Italie de Meloni, 65 ans dans la Hongrie de Orbán par exemple.

La vraie retraite à 60 ans, c'est à-dire à taux plein, basée sur le salaire des dix meilleures années, avec 37,5 ans de cotisations, il faudra aller la reconquérir nous-mêmes, par des luttes ouvrières massives et déterminées... et sans passer par la case Le Pen !.

MARIE DAROUEN

Mégafeux en Gironde : les plus gros incendiaires sont au gouvernement

En Gironde, cet été fut celui de bien tristes records. Les 40 °C ont été atteints six fois entre juin et juillet, et certaines villes ont même dépassé les maximales historiques avec 42 ou 43 °C. Confrontée à une sécheresse inédite, la forêt de pins (des résineux particulièrement inflammables, cultivés pour l'industrie du bois et du papier) est devenue une immense boîte d'allumettes. Le simple passage d'un tracteur lors d'une opération de débroussaillage dans la commune de Saumos a provoqué un mégafeu qui a dévoré 42 000 hectares et contraint 220 000 personnes à évacuer en quelques jours. Pour se déresponsabiliser de sa totale impréparation face aux canicules et incendies estivaux, l'État fait maintenant la chasse aux responsabilités individuelles.

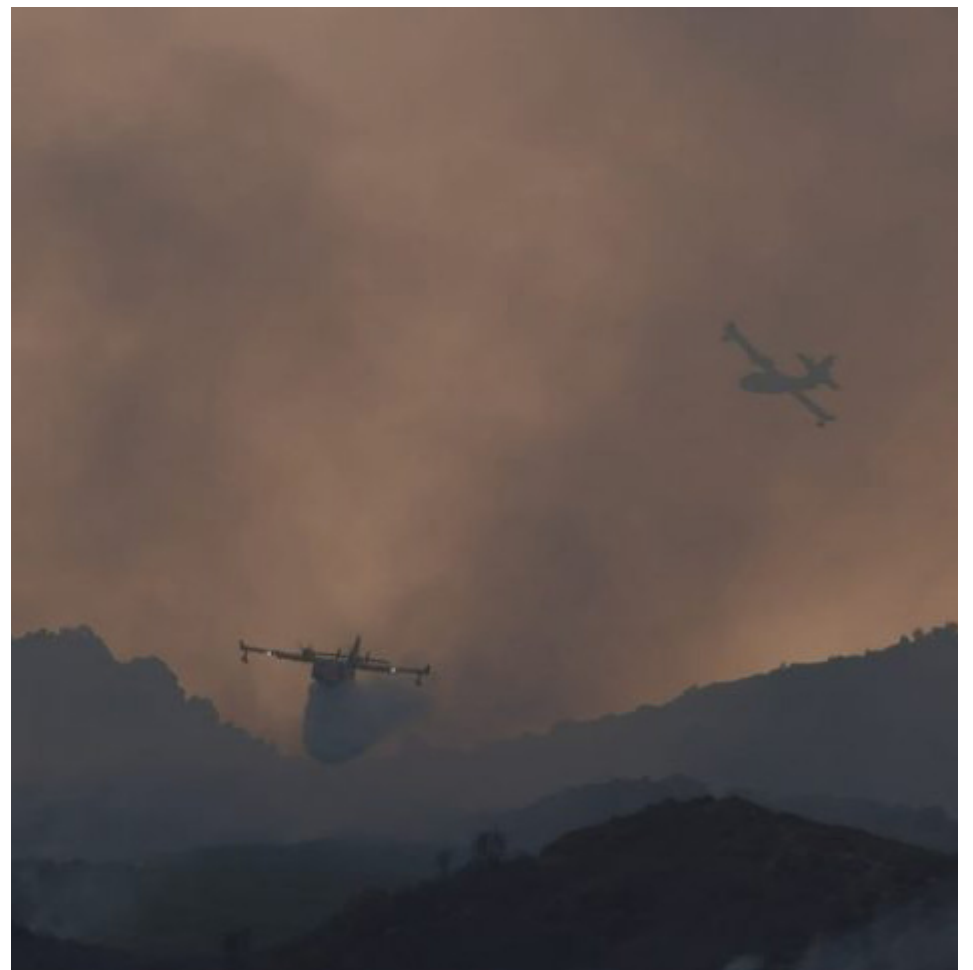
En effet, lors d'un feu de forêt, les premières heures sont cruciales. Mais, lorsque l'incendie a éclaté le 22 juillet, ce sont surtout le manque de moyens et le sous-effectif qui ont pesé sur les sapeurs-pompiers, écartelés entre les différents feux dans le sud de la France. Alors que quatre Canadair auraient été nécessaires en Gironde, deux seulement étaient disponibles.

Une fois le feu hors de contrôle, la politique du gouvernement s'est résumée à minimiser la situation, expliquant que les moyens étaient suffisants et que personne n'en faisait autant qu'eux contre les incendies. Pourtant, en Gironde, il a fallu que la popu-

lation comble elle-même les insuffisances de l'État en apportant toute l'aide possible aux pompiers, par des ravitaillements en eau ; en accueillant bénévolement les habitants des communes évacuées, chez eux ou au parc des expositions de Bordeaux, transformé en centre d'accueil géant...

Si les derniers gouvernements n'ont pas été avarés de promesses en matière de lutte contre les incendies, elles sont toutes parties en fumée à chaque fin d'été. Aucune trace de la nouvelle base aérienne promise dans les Landes à la suite des incendies de 2022. La flotte de Canadair, vieille de plus de 30 ans, est particulièrement vétuste. Sur les douze que possède la France, seuls sept étaient en état de voler cet été (et même zéro à l'été 2024). Le gouvernement justifie la coupe des budgets pour en commander de nouveaux par l'arrêt de la production en 2015... faute de commandes. Pourtant, pour le Rafale, tout aussi « invendable » jusqu'en 2015, l'État avait lui-même rempli le carnet de commandes. Entre nos vies et leur court-termisme pro-patronal, on connaît leur choix.

ANTOINE MELK



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET... RACISTE : POUR GOOGLE, LA FAUTE AUX ALGORITHMES

De nombreux internautes accusent Gemini, l'IA de Google, de reproduire des biais ouvertement racistes dans ses réponses à certaines questions. Un mois après le déploiement de l'IA sur le moteur de recherche de Google, ces internautes se sont livrés à un petit test. Affirmant être des femmes, elles demandaient ce qu'elles devraient faire si elles se retrouvaient seules avec un homme selon sa nationalité. Les résultats variaient fortement selon le pays d'origine mentionné. Si l'on affirmait être seule avec un Français, la réponse suggérait d'aller prendre un café. Mais si l'on remplaçait Français par Algérien la réponse était : « *Si vous êtes en danger ou si la situation présente un risque immédiat pour vous, contactez les services d'urgence* », suivi du numéro de téléphone de la police. Un biais raciste évident qui n'a pas manqué d'indigner les utilisateurs. Les résultats anglophones étaient tout aussi évocateurs. Le site anglophone *Futurism* rapporte qu'être en présence d'un Britannique amenait l'IA à recommander une tasse de thé, tandis que les requêtes avec un Indien ou un Pakistanais faisaient émerger les numéros d'urgence. Comme quoi, dans les mains du capital, la technique la plus avancée s'accommode très bien des préjugés les plus nauséabonds.

Qu'y a-t-il derrière le projet de parc d'attraction Dragon Ball à Cergy ?

Lundi 24 août 2026, le prince Mohammed ben Salmane était en réunion à l'Élysée avec Emmanuel Macron. En est ressorti la signature de plusieurs contrats, dont un projet de trois parcs d'attraction géants à Cergy-Pontoise, proche de Paris, financés par le fonds souverain saoudien Qiddiya Investment Company. L'Élysée promet 22 000 emplois grâce à la création de ces parcs. Le thème d'un des parcs serait l'univers de Dragon Ball dont Macron et ben Salmane seraient « fans ». Un petit coup de communication de la part d'un président largement détesté.

En fait, ce projet sert de monnaie d'échange dans un vaste rapprochement stratégique entre Paris et Riyad. Ce partenariat entérine des négociations entre l'Arabie saoudite et quelques multinationales françaises. CMA CGM décroche ainsi un contrat de 434 millions de dollars pour le développement du port de Djeddah, Alstom obtient 500 millions d'euros pour le métro de Riyad et une usine d'assemblage locale, tandis qu'Orano s'insère dans le programme nucléaire civil saoudien et que Mistral AI négocie sur l'intelligence artificielle. L'État français agit comme le courtier de ces grands groupes, négociant l'implantation du fonds saoudien en Île-de-France contre l'ouverture de marchés industriels et énergétiques dans le Golfe.

Pour les capitalistes français, le royaume saoudien constitue la « porte d'entrée » incontournable vers l'ensemble des marchés du Moyen-Orient. S'ajoutent aux nouveaux partenariats les intérêts de TotalEnergies, présente depuis 1974 et qui doit développer des routes d'acheminement pétrolier qui contournent le détroit d'Ormuz : agrandissement des oléoducs déjà existants comme celui reliant Abqaiq à Yanbou, ou encore projet reliant l'Irak depuis Bassora à Baniyas (en Syrie).

Derrière la comédie « cool » de Macron avec son « intérêt pour les mangas », il n'y a guère que des histoires géopolitiques et, surtout, de gros sous !

ARVO VYLTT



Balladur a rejoint son projet mort-né de Smic-Jeunes !



Édouard Balladur, ancien Premier ministre de cohabitation de Mitterrand, est mort à l'âge de 97 ans. Il était « l'ami de trente ans » qui avait tenté de damer le pion de Chirac en se présentant contre lui en 1995 - c'est lui que symbolisait le couteau planté dans le dos de la marionnette de Chirac aux Guignols de la télé.

Présenté comme un « grand serviteur de l'État », il a d'abord servi les intérêts de la bourgeoisie, privatisant pour pas cher les entreprises nationalisées, et renflouées, par la gauche selon un scénario alors bien réglé : la gauche nationalise des entreprises endettées, la droite privatise des entreprises renflouées. Alors seulement parce que, désormais, la gauche s'est convertie aux privatisations...

Mais Balladur restera surtout dans nos mémoires comme l'artisan du projet de Contrat d'insertion professionnelle (CIP), connu sous le nom de Smic-Jeunes puisqu'il aurait permis de payer les jeunes de moins de 26 ans à 80 % du Smic. Ce projet a mis dans la rue des centaines de milliers de lycéens - surnoisement soutenus par Mitterrand - et avait dû être piteusement retiré. À Nancy, lors de sa campagne présidentielle de 1995, Chirac avait charitablement dit de ce projet : « *Le CIP, c'était le Smic-Jeune. Non, c'était une connerie.* » Ce qui ne l'empêcha pas, en 2006, de faire à peu près la même chose avec le CPE... qui subit le même sort que son ancêtre balladurien.

Des centaines de milliers de lycéens dans les rues... Finalement, Balladur n'inspire pas que de mauvais souvenirs !

J.-J. F.

UN RÉFÉRENDUM POUR INTERDIRE LE VOILE ? LE RACISME, ÇA NE SE DISCUTE PAS, ÇA SE COMBAT !

Marine Le Pen et son « bras droit » Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, ont pollué la rentrée scolaire avec une proposition raciste particulièrement odieuse : si Le Pen est élue, elle propose d'organiser un référendum sur l'interdiction du port du voile dans l'espace public.

Et la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, et à sa suite une ribambelle d'éditorialistes de discuter si cette mesure serait compatible ou non avec la Constitution, de se demander en parfaite hypocrisie s'il faudrait ou non adapter la mesure en l'étendant à tous les signes religieux ou s'il serait possible de la mettre en application par étapes... Tous ces serveurs des patrons donnent la nausée avec leurs 50 nuances de racisme et de sexisme !

On ne sait même pas si tous ces politiciens appelleront, dans quelques mois, à un « front républicain » contre Le Pen

tant l'union de la droite et de l'extrême droite est déjà bien avancée. Mais, quoi qu'ils fassent demain, on voit à quel point ils ont creusé le lit de Le Pen en reprenant systématiquement les antiennes de l'extrême droite qui a, pour l'instant en tout cas, réussi à mettre au centre du débat médiatique ses « idées » nauséabondes.

Il est temps que les travailleurs et les travailleuses redressent la tête pour que, quelles que soient nos opinions religieuses, philosophiques ou politiques, nous remettions les problèmes des classes populaires au centre du débat à la place des saloperies dont on nous inonde.

ED MCBEYNE

ALLEMAGNE

Élections à Berlin : le choix d'une campagne révolutionnaire contre les impasses réformistes

Plusieurs élections régionales approchent en Allemagne, en ce mois de septembre, dont celles de Berlin, où le parti de « gauche radicale » Die Linke est en tête dans les sondages, dans un contexte où l'extrême droite poursuit sa percée électorale dans la plupart des scrutins. Une situation qui provoque des espoirs dans une partie de la gauche et de l'extrême gauche, mais qui ne promet guère plus qu'une énième coalition de gauche de gestion avec son lot de désillusions... qui participent de la montée de l'extrême droite.

À BERLIN, DIE LINKE PARTI POUR GAGNER... ET GOUVERNER ?

Dans les derniers sondages, Die Linke se retrouve en tête, avec plus de 20 %, devant les conservateurs, l'extrême droite de l'AfD et les Verts. Il est fort possible que la seule coalition capable de former une majorité soit une coalition Linke, sociaux-démocrates et Verts... potentiellement dirigée par Die Linke. Une potentialité qui se fait déjà ressentir par une droitisiation « responsable » de leur candidate à la mairie, Elif Eralp, qui s'est désolidarisée de la section du quartier populaire de Neukölln pour son discours trop pro-palestinien, et a rassuré le patronat sur la question de l'expropriation des grands groupes immobiliers – question centrale du logement à Berlin depuis le référendum de 2021, qui avait obtenu 59 % des voix pour une expropriation... avant d'être royalement ignoré par la mairie sociale-démocrate.

EN MECKLEMBOURG ET SAXE-ANHALT, L'EXTRÊME DROITE LORGNE VERS LA MAJORITÉ ABSOLUE

Deux autres élections, dans la partie est de l'Allemagne, pèsent sur le contexte politique : le 6 septembre en Saxe-Anhalt, où l'AfD est à 42 % dans les sondages et pourrait obtenir la majorité absolue, et le 20 septembre dans le Mecklembourg, là aussi avec l'AfD en tête avec 36 %. Deux issues semblent possibles : ou bien le sacro-saint barrage républicain vacillera pour la première fois à l'échelle régionale, avec une alliance des conservateurs avec l'extrême droite, ou bien ce sera un gouvernement conservateur sans majorité, toléré par « l'opposition loyale » de Die Linke, qui a déjà annoncé qu'elle se

montrera responsable, comme cela est actuellement le cas en Thuringe.

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES, NI GUERRES, NI EXPLOITATION !

Face à cela, nos camarades du RSO (Organisation socialiste révolutionnaire) ont choisi de présenter une candidature révolutionnaire indépendante, menée par une jeune aide-soignante. Sous le slogan « Pour un monde sans frontières, ni guerres, ni exploitation », la campagne s'adresse directement



aux travailleurs et travailleuses de la circonscription où se situent, entre autres, une usine Mercedes, un site de Gillette, un hôpital majeur et un gros centre des éboueurs de Berlin. Avec, mises en avant, les préoccupations quotidiennes des classes populaires, des salaires insuffisants aux loyers insupportables, en passant par la lutte contre les discriminations, contre le génocide en Palestine. Et surtout la mise en avant de la nécessité de s'organiser collectivement pour riposter.

Et cela dès maintenant : des jours de

grève, notamment dans les hôpitaux, ainsi que des manifestations contre les réformes et programmes d'austérité du gouvernement fédéral sont déjà prévus pour septembre. Avec des calculs électoraux d'une partie de la bureaucratie syndicale liée à Die Linke, qui espère pouvoir s'appuyer sur ces mobilisations dans la ligne droite de la campagne. Mais rien ne dit que la colère des classes populaires reste enfermée dans ces calculs de boutiquiers électoralistes !

DIMA RÜGER

DIE LINKE : Y'A MIEUX POUR L'EXTRÊME GAUCHE ALLEMANDE QUE LA TENTATION DU « NÉO-REFORMISME »

Suite aux dernières élections législatives en début 2025, Die Linke doublait en taille, dépassant les 100 000 adhérents officiels, avec un afflux de jeunes de milieu essentiellement étudiant, mais aussi d'anciens électeurs des Verts ou du SPD à la recherche d'une forme de « réformisme conséquent ». Depuis la fondation de Die Linke en 2009, divers courants d'extrême gauche, notamment trotskiste, ont choisi d'être actifs dans le parti. Mais son renouveau, même si la dynamique s'est tassée, a aspiré plusieurs nouveaux adeptes, courants jusque-là indépendants, qui ont choisi d'entrer d'une manière ou d'une autre dans

Die Linke : le GAM (groupe allemand de la Ligue pour une Cinquième Internationale, aujourd'hui de la Ligue internationale socialiste), RIO (organisation sœur de Révolution permanente), comme aussi les Spartakistes (organisation liée à la Ligue trotskiste de France). À Berlin, tous participent à la campagne de Die Linke, et ainsi à nourrir les illusions dans ce parti qui a pourtant fait la preuve à maintes reprises de son aptitude à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Plusieurs se retrouvent dans un réseau dit de « gauche dans Die Linke », se réclamant pour certains de ce « pôle des révolutionnaires ».



Drôle d'esquif... à la remorque de réformistes avérés, au pays de Marx, Engels et Rosa Luxembourg ! Avec nos camarades du RSO, nous gardons fermement le cap d'un « pôle des révolutionnaires » sur la base du programme et des perspectives révolutionnaires et en défense des intérêts de la classe ouvrière, un cap que les égarés rejoindront peut-être après le naufrage de leurs illusions.



INDE : LA COLÈRE D'UNE GÉNÉRATION N'EST PAS ÉTEINTE, LE MOUVEMENT DE JEUNESSE EST-IL TERMINÉ ?

Cet été a été marqué par de nombreuses manifestations étudiantes contre le gouvernement central et les gouvernements fédéraux indiens. À la suite d'insultes de la part du gouvernement, des étudiants se sont énervés sur les réseaux sociaux, ce qui a conduit à des manifestations à New Delhi au mois de juin, puis plus importantes encore au mois de juillet. Le Parti du peuple des afards (CJP)¹, devenu dirigeant de la mobilisation, par l'intermédiaire de son leader, Abhijeet Dipke, a annoncé la victoire contre le gouvernement Modi à la suite de la démission du ministre de l'Éducation nationale, Dharmendra Pradhan. Le parti cherche à s'organiser politiquement pour tenir dans la durée et organise une manifestation le 5 septembre prochain contre la répression du gouvernement envers les étudiants.

PREMIERS RECULS GOUVERNEMENTAUX ?

Le 20 juillet dernier, le sit-in organisé par le CJP, rejoint par les organisations de jeunesse et soutenu par les partis d'opposition, a été réprimé par le gouvernement du BJP (Parti indien du peuple, parti de Modi). La répression a été telle que les vidéos virales d'étudiants frappés ont fait le tour des réseaux sociaux et ont enflammé la détestation de ce gouvernement par les étudiants et les jeunes sans-emploi. Les revendications des manifestants concernaient principalement la démission du ministre, des sanctions plus sévères contre les fraudeurs aux examens, et une tenue plus sérieuse des examens nationaux (éviter les fuites, les maintiens de sujets fuités, etc.). Le 25 juillet, Pradhan démissionnait, et après quelques jours de né-

gociations, le CJP annonçait le 1^{er} août que les revendications avaient été acceptées. Il s'agissait de la démission du ministre, l'indemnisation financière des familles des étudiants qui s'étaient suicidés après l'annulation du Neet (l'examen national unique pour entrer en médecine), ainsi que de l'absence de poursuites contre les étudiants mobilisés.

La perspective alors portée par le leader Dipke était de se rendre dans les écoles de tout le pays et de filmer leur état. L'organisation s'est alors de plus en plus affichée comme un groupe de pression pour défendre l'école publique et alerter sur les conditions dégradées qui y sévissent. Pour ce faire, le CJP a organisé des comités dans tout le pays.



TOUTEFOIS, DANS DE NOMBREUX ÉTATS, LA MOBILISATION NE S'EST PAS ARRÊTÉE

À l'appel du CJP, le 10 août à Ranchi, dans l'État du Jharkand, et le 25 août à Patna, dans l'État du Bihar, de nouvelles manifestations de jeunesse ont eu lieu, mettant principalement en avant des revendications sur les examens et les conditions de vie des jeunes sans-emploi. La répression importante, la concurrence des organisations de jeunesse

traditionnelles ainsi que le maintien d'une ambiance de lutte dans la jeunesse, ont poussé le CJP à appeler à une nouvelle mobilisation à Delhi le 5 septembre. La colère continue à s'exprimer. À signaler que des grèves sur les salaires et pour les conditions de travail existent dans quelques États, sans qu'aucune organisation de jeunesse ne cherche à s'y lier.

VICTOR ROUX

1. Le Cockroach Janta Party (CJP) est un mouvement de contestation de la jeunesse indienne fondé en mai 2026, en réponse sur le mode de la provocation satirique aux propos tenus par le président de la Cour suprême de l'Inde qui avait comparé à des cafards les jeunes chômeurs en lutte.

Catastrophe au Népal et au Tibet : la réalité des désordres capitalistes dépasse toute fiction

Mercredi 26 août au matin, une crue meurtrière s'est répandue au Bagmati, à la frontière du Népal avec le Tibet (Chine). À l'heure actuelle, le bilan se porte à près de 1000 morts, au moins 1500 blessés et près de 5 000 disparus. Sur les vidéos de la catastrophe, c'est une vague haute de plusieurs dizaines de mètres qu'on voit déferler à 70 km/h, engloutissant bâtiments, routes, véhicules, hommes et animaux. Plus de 400 ouvriers travaillaient sur le chantier d'une centrale hydroélectrique, et des centaines d'autres sont sans doute coincés dans des tunnels.

Avec les routes et infrastructures détruites, les rescapés sont désormais complètement dépendants de l'aide humanitaire transportée par hélicoptère. Autant dire pas grand-chose. Les populations sont dans l'attente de nouvelles de leurs proches, mais les opérations de recherche sont compliquées entre autres par la crainte d'une « réplique » de la première crue.

Dans ce pays déjà très pauvre, tenu à l'écart des circuits économiques mondiaux, il n'y a plus ni eau, ni électricité pour des milliers de gens qui ont tout perdu : maison, voiture, vêtements, etc. Avec 41 ponts et 42

kilomètres de routes emportées, les autorités parlent d'un coût de reconstruction de plus de 4 milliards d'euros, à comparer aux 30,9 milliards d'euros de produit intérieur brut du pays.

D'après les premières analyses des scientifiques, la cause serait un « effondrement de glacier » qui a provoqué un séisme de magnitude 5,2. Un glacier de 610 mètres de large de l'Himalaya s'est détaché en provoquant une avalanche de glaces et de roches sur plus de 1 200 mètres avant de former un barrage temporaire dans la vallée¹. La montée brutale du niveau de la rivière puis la rupture du

barrage² est ce qui a provoqué la crue d'eau, de glaces, de boues et de débris.

Avec la crise climatique, le réchauffement accéléré des glaciers vient multiplier ce genre de catastrophes. Pire, l'augmentation de la température du pergélisol, ce sol glacé sur lequel reposent les glaciers, est ce qui aurait permis au glacier de « glisser » sur le sol, se transformant ainsi en avalanche.

Pour « naturelle » que soit cette catastrophe, les conséquences pour la population auraient pu être évitées. Il est possible de mettre en place des « systèmes d'alertes précoces ». En Suisse, le village de Blatten a été rasé en 2025 par un « effondrement de glacier » mais sans faire de victime grâce à une évacuation préventive. Dans la vallée du Bagmati au Népal, si on avait des capteurs pour les crues « habituelles », il n'y en avait pas pour ce genre de catastrophes. Traduire : cette région du pays est trop pauvre et sans enjeu pour l'État, donc pas la peine de mettre trop d'argent pour elle.



Les grandes puissances apportent leurs condoléances, mais sans grande aide matérielle. La palme à l'administration Trump avec son chèque de 500 000 dollars. Le Népal, de son côté, refuse l'aide des gouvernements voisins prétextant que cela s'était mal passé lors d'une précédente catastrophe en 2015. Pendant ce temps, la population reste livrée à elle-même... Catastrophe naturelle sans doute, mais les femmes et les hommes sont doublement victimes d'un système capitaliste qui non seulement engendre un réchauffement climatique meurtrier, mais s'avère totalement incapable d'en gérer les conséquences. Tout particulièrement dans les pays les plus pauvres.

MARIANNE SYZKO

1. Une « embâcle », en hydrologie.

2. La « débâcle ».

Entre la Russie et l'Ukraine : l'escalade guerrière

Le 29 août, la frappe russe d'un dépôt de munitions a fait 38 morts et 20 blessés à 20 kilomètres de Kiev. Les régions de Zaporijia, Karkhiv, Kherson ont été également touchées. Des drones ukrainiens visent par centaines la nuit le territoire russe. Depuis 2023, jamais la guerre n'a fait autant de dégâts matériels et de victimes, dont civiles. Les médias soulignent aussi l'asphyxie du trafic maritime en mer Noire, où de moins en moins de navires se hasardent à circuler, au risque d'être ciblés et coulés, voie essentielle pourtant pour l'exportation de 90 % des céréales ukrainiennes (la Russie et l'Ukraine fournissant le quart des besoins mondiaux). C'est dans ce contexte que le directeur de la CIA américaine vient de faire une visite à Moscou, en marge d'un déplacement en Lettonie. Et qu'a-t-il dit à ses comparses des services secrets et responsables politiques russes ? Secret, précisément ! « *C'était en quelque sorte de la demi-routine [...] Nous aimerions que la guerre en Ukraine s'arrête* », a dit Trump.

LE TOURNANT DU DÉSENGAGEMENT DE TRUMP

Il y a un an, le 15 août 2025, c'était la rencontre en Alaska entre Trump et Poutine. L'épisode en a déboussolé plus d'un, parmi ceux qui affirmaient qu'il y aurait une opposition frontale entre l'Otan et la Russie. Mais les rapaces impérialistes de ce monde peuvent bouffer à tous les râteliers : les dollars et les profits d'abord. Alors, après avoir coupé l'Europe occidentale de sources d'énergie russes et autres marchés, au profit des grands groupes américains, sous couvert d'aide à l'Ukraine. Après avoir arraché à Zelensky un contrat d'accès aux richesses minières d'Ukraine, Trump s'est donc désengagé en grande partie du conflit (pour se concentrer sur l'intervention américaine au Moyen-Orient). Aux impérialistes européens de prendre en charge l'aide militaire à l'Ukraine, ou prétendue telle, surtout de pousser leur militarisation au profit de leurs marchands de canons... mais aussi de l'incontournable industrie d'armement américaine. Et les Macron et autres Merz de se faire les va-t-en-guerre forcenés contre la Russie, alliés farouches de Zelensky, question de s'assurer aussi de ne pas être laissés sur le bord de la route à l'heure des marchandages de fin de guerre. Sans pourtant être capables

ou vouloir fournir à l'Ukraine ce dont Zelensky dit avoir besoin, ces défenses anti-missiles Patriot ou engins de même « qualité », dont seul Trump dispose.

Mais le tournant vers des négociations Trump-Poutine, même sans concrétisation à ce stade, a quelque peu changé le cours de la guerre. L'armée ukrainienne se flatte désormais des progrès de sa propre industrie d'armement (qui pourrait même exporter son savoir faire !). L'armée ukrainienne cible désormais des infrastructures énergétiques ou voies de communication russes, voire de gros centres commerciaux. Les conséquences se font de plus en plus sentir sur les classes populaires russes, non seulement parce que le nombre croissant de cercueils de soldats morts ne peut plus être masqué (au moins 242 747 soldats morts, entre le 24 février 2022 et le 25 août 2026, selon *Mediazona*¹) mais parce que la situation des travailleurs se détériore, dans une économie devenue économie de guerre. Bien des rumeurs circulent sur la fragilisation du régime de Poutine, et même sur la possibilité qu'à l'occasion des législatives de ce mois de septembre en Russie, pourtant bien corsetées, quelques voix expriment l'opposition à la guerre.

« Depuis 2023, jamais la guerre n'a fait autant de dégâts matériels et de victimes. »

MAIS TOUJOURS LE POIDS DE LA GUERRE SUR LES CLASSES POPULAIRES

Celles d'Ukraine continuent à payer le prix le plus fort. Destructions, exils, morts et blessés. 55 000 soldats ukrainiens seraient morts, selon Zelensky au journal de France 2 en février dernier, sachant que c'est le brouillard des statistiques. Les Ukrainiens ont de plus en plus de mal à comprendre pourquoi ils devraient risquer leur vie au front. L'époque où ils s'engageaient volontairement en grand nombre est révolue. Le recrutement de nouvelle « chair à canon » passe par des « enlèvements » en pleine rue, dans des minibus ou autres. Au début juillet, 200 personnes à Lviv sont spontanément et violemment intervenues contre ces rafles pour le front. Le recrutement comme les difficultés économiques liées à la guerre ont conduit Zelensky à des limogeages de militaires et des remaniements ministériels, pour corruption, les notables ou « élites » s'en mettant encore plus plein les poches en temps de guerre. Pas étonnant que cette guerre sans fin, et surtout depuis le retournement de Trump, ait fait exploser les désertions. Être les derniers morts d'une guerre ? Mais les sondages ne disent pas non plus qu'une majorité existerait pour signer avec la Russie une paix favorable à Trump et à Poutine.

Cette guerre en plein cœur de l'Europe, la plus meurtrière de la planète mais pas la seule, en dit long sur la barbarie du système capitaliste, qui se nourrit de pareilles situations. Seule une politique indépendante de classe des travailleurs d'Ukraine et de Russie, qui déjouerait les ambitions prédatrices aussi bien de la Russie de Poutine que des États-Unis de Trump et des impérialistes européens, pourrait offrir une issue aux exploités et opprimés de ces pays.

MICHELLE VERDIER

1. zona.media/article/2026/08/28/pertes

États-Unis, Iran : reprise des frappes et guerre économique

Le 24 août, les États-Unis ont lancé une offensive économique, « Economic Outcast », contre l'Iran, en menaçant d'expulsion du « système dollar » les États – à commencer par la Chine, principal acheteur de pétrole iranien –, banques, entreprises et hommes d'affaires qui continueraient à contourner les sanctions contre la république islamique, notamment dans les domaines des actifs numériques, de la technologie, de l'or, de l'aviation et du transport maritime.

Une tentative d'asphyxier le pouvoir iranien, alors que six mois après l'offensive « Epic Fury » du 28 février 2026, Trump n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques : le régime est toujours en place, le détroit d'Ormuz toujours fermé et les États-Unis toujours confrontés à des pénuries de munitions... Le tout à maintenant moins de trois mois des élections de mi-mandat de novembre 2026.

Mais, le 30 août, un mois après les derniers échanges de tirs, les États-Unis ont frappé l'île iranienne de Larak, dans le détroit d'Ormuz, y faisant deux morts, car les forces iraniennes s'apprêtaient selon eux à lancer « des roquettes chargées de mines marines ». L'Iran a riposté en attaquant des installations en Jordanie et aux Émirats arabes unis.

ÉCHEC MILITAIRE ET LUTTE POUR LA SURVIE

La république islamique d'Iran tient bon depuis six mois en faisant pression sur les États-Unis et leurs alliés régionaux à coups de missiles, de drones et de blocage du détroit d'Ormuz, tout en ralentissant délibérément les négociations



pour obtenir de nouvelles concessions diplomatiques.

Mais sa crise interne est loin d'être réglée. Pour éviter une nouvelle vague de contestation, le pouvoir intensifie les opérations des milices Bassidj, le bras armé des gardiens de la révolution qui tiennent les rênes du pays, multiplie les exécutions massives de manifestants et de prisonniers politiques, les arrestations de militants, d'artistes, de journalistes et photographes, il criminalise les contacts avec l'étranger et renforce le contrôle moral en fermant des cafés, restaurants et clubs sportifs – notamment ceux qui sont fréquentés par les jeunes et les femmes. Cette escalade, justifiée par la « sécurité nationale », cache mal la fragilité et la peur d'un régime qui joue sa survie.

Les raisons de se révolter sont plus nombreuses que jamais pour les classes populaires, tant contre le pouvoir en place que contre les États-Unis, qui bombardent et asphyxient la société. Le taux de pauvreté atteint environ la moitié de la population, les coupures d'électricité répétées, la dépréciation de la monnaie, la flambée des prix des produits de base, comme le riz, le lait ou les médicaments, l'inflation de près de 70 % font de la survie quotidienne un combat... que les nouvelles sanctions de Trump vont sans aucun doute rendre plus difficile encore.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

Netanyahou et Cie : ils bombardent les hôpitaux, manipulent l'info !



Des enfants palestiniens inspectent le chantier de leur immeuble d'habitation après sa destruction lors d'une frappe aérienne israélienne, dans la ville de Rafah, au sud de la bande de Gaza. Photo : Said Khatib/AFP/Al Jazeera

Le 25 août dernier, l'hôpital Nasser, principal hôpital du sud de la bande de Gaza, était bombardé par Israël, faisant 22 morts dont cinq journalistes. C'est à cette occasion qu'un militaire a décidé de parler, sous couvert d'anonymat, disant comment l'armée israélienne cible les journalistes et, dans le même temps, sème la stratégie du doute en faisant sans cesse des liens avec la présence du Hamas dans ces lieux bombardés.

Quelques jours plus tard, le 29 août, des soldats et des véhicules militaires israéliens se sont déployés à Qusra, dans le nord de la Cisjordanie occupée, après que des dizaines de colons israéliens ont attaqué le village et encerclé des Palestiniens à l'intérieur d'une maison. C'est ce même jour que des colons israéliens masqués ont attaqué et blessé une Palestinienne et des membres d'une équipe de *NBC News* en reportage sur la situation en Cisjordanie occupée.

Plus de 73 000 morts dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, plus de 174 000 blessés et au moins 6 000 amputations touchant principalement les enfants, l'horreur ne s'arrête pas, tant Netanyahu jouit du soutien inconditionnel de Trump et transforme en cale-chaises les mandats d'arrêt internationaux contre lui.

Mais il ne s'agit pas que de ce soutien, loin s'en faut. C'est tout un réseau financier et politique qui se serre les coudes car, derrière l'enjeu du soutien à l'État colonial d'Israël, c'est une part du système capitaliste qui auto-protège ses intérêts avec au cœur le maintien et l'expansion de la colonisation. C'est ce que détaille une campagne menée par 80 organisations civiles, dont Oxfam, demandant l'arrêt du commerce avec les colonies. Le rapport circonstancié, établi pour l'occasion, détaille le processus permettant aux entreprises d'investir et, par là-même, de légitimer et faire prospérer les colonies illégales.

Le contrôle d'Israël coûte des milliards de dollars par an à l'économie palestinienne, alors que le taux de pauvreté en Cisjordanie est passé de 12 % à 28 % au cours des

deux dernières années, avec un taux de chômage de 35 % (doublé depuis octobre 2023).

Partout dans les colonies en Cisjordanie et également à Jérusalem-Est, le gouvernement israélien favorise les investissements commerciaux avec des baux abordables, des allocations pour la technologie et les salaires, des allègements fiscaux et des subventions en espèces.

Parmi ceux qui en ont profité jusqu'à récemment ou continuent de le faire, on retrouve, entre autres, Carrefour, TUI, Siemens, Barclays, Edreams ou encore Opodo pour ne citer que les groupes les plus connus. L'Union européenne est le plus important partenaire commercial d'Israël, avec environ 32 % de l'ensemble du commerce de biens et un volume des échanges commerciaux total s'élevant à 42 milliards d'euros par année.

Environ 6 500 Palestiniens travaillent dans les colonies avec, pour plus de la majorité d'entre eux, des salaires de moins de 20 dollars par jour, la plupart du temps sans contrat ni assurance.

C'est dans ce contexte d'expansion des colonies et de complicités de grandes entreprises, à l'encontre de tout droit international, que continuent néanmoins sans complexes et publiquement à s'exprimer une dénonciation... des soutiens à la Palestine !

Après trois ans de génocide, des procès de militantes et de militants encore à venir, nous devons maintenir haut et fort notre solidarité avec la Palestine, en continuant de nous battre ici contre notre propre gouvernement et son propre agenda de marche à la guerre contre les peuples.

ARMELLE PERTUS

L'intelligence artificielle de Netanyahou

Face aux protestations et à une pression populaire qui entache son image de parfaite démocratie, Israël a décidé de prendre des mesures radicales via la censure de l'information et aussi la manipulation des IA.

Cela a été révélé par une enquête du journal *The Guardian* à propos d'un faux institut de recherches, le « Hanover Institute for Public Policy », créé par Israël pour influencer les réponses des intelligences artificielles, minimiser le génocide à Gaza et ses crimes de guerre.

En neuf jours, 124 prétendus rapports ont été publiés, qui reprennent le verbiage favorable au gouvernement israélien.

L'objectif est de produire massivement des pages s'intégrant aux bases de données pour les sources des IA : la propagande du gouvernement sioniste devenant ainsi vérité universitaire et scientifique.

Environ 46,5 millions de dollars auraient été investis dans cette vaste campagne d'influence numérique tant dans le financement d'influenceurs TikTok que dans le paiement d'agences de communication et de stratégie numérique dont l'une est dirigée par un ancien directeur de campagne de Donald Trump.

Des millions de dollars n'effaceront pas le génocide des pages de l'Histoire.

AU SUD-LIBAN COMME À GAZA, LA MÊME POLITIQUE ISRAËLIENNE DE TERRE BRULÉE

C'est un organisme pourtant bien modéré, le « Comité pour l'élimination de la discrimination raciale » dépendant de l'ONU, qui dénonce les déclarations publiques de responsables israéliens voulant infliger au Liban « le même niveau de destruction que celui infligé à Gaza ». Car pendant que s'éternisent des négociations entre Israël et le gouvernement libanais mises en place sous la houlette des grandes puissances occidentales, Israël continue ses bombardements et raids de destruction au Sud-Liban. Le week-end des 29-30 août, c'est au nord même du fleuve Litani, de cette zone du Sud-Liban que depuis longtemps Israël veut annexer, que l'armée israélienne pilonne la colline Ali Taher qui domine le fleuve et dont la conquête lui permettrait de contrôler toute la région.

Maisons et écoles sont rasées par les bombes, les tirs de canons des chars ou les dynamitages. Toutes les installations sont détruites, les villages vidés sont rendus inhabitables, pour que les centaines de milliers de Libanais qui ont dû fuir l'avancée des troupes israéliennes ne puissent plus y revenir. Créer un *no man's land*, sous prétexte de « zone de sécurité », pour en faire demain territoire annexé, c'est bien la même politique que celle qu'Israël a menée à Gaza.

O.B.

Dossier

Meeting du NPA-R du 23 août 2026 à nos rencontres d'été révolutionnaires (RER)

**Tous et toutes
en campagne
et dans les luttes,
sans attendre 2027 !**



Ces rencontres d'été révolutionnaires en étaient à leur quatrième année, cette fois dans le Vaucluse, et ont réuni sur trois jours et demi autour de 600 personnes (dont la moitié de moins de 29 ans). Autant dire que l'ambiance fut plus que chaude et enthousiaste au meeting du soir. Successivement à la tribune, les récits très concrets des mobilisations et grèves en cours au Samu social de Paris, à Airbus, puis sur les grèves importantes de différents secteurs en Espagne, par Elena, Guillaume et Ruben, captèrent l'attention. Rika a fait le point sur la situation sociale et politique en Allemagne. La verve d'Hortense, du secteur jeune, a réglé son compte au *greenwashing* des politiciens. Et pour finir, pas besoin d'épiloguer, notre tandem Gaël Quirante et Selma Labib ont emporté l'enthousiasme avec le lancement de notre campagne communiste révolutionnaire de la présidentielle 2027... Des vidéos circulent sur tout le meeting, mais en attendant, lisez déjà ici les très courts extraits de ces différentes interventions.



GAËL QUIRANTE

notre porte-parole national de campagne

Oui à l'ouverture des frontières, oui à la liberté de circulation !



[...] Aujourd'hui, cette journée de grève morne annoncée du 29 septembre qui n'était même pas une journée interprofessionnelle prend une autre connotation avec la mobilisation des pompiers, avec une compréhension basique, simple de toutes celles et tous ceux qui se confrontent au pouvoir du patronat. Celle de dire : regroupons-nous un même jour, dans un même lieu, pour imposer nos revendications. [...]

EN 1939... ET AUJOURD'HUI !

Pour venir ici, on a traversé Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Barcarès. En 1939, après la chute de Barcelone, c'était des camps d'internement de réfugiés. 500 000 Espagnols qui fuyaient l'extrême droite, le fascisme et qui étaient parqués, avec aucune possibilité de déplacement. Grâce à Daladier, un des artisans principaux du Front populaire. [...] Cela ne peut que faire écho avec ce que nous avons vu à Ceuta début août, avec fort heureusement des manifestations pour dégager les youtubeurs d'extrême droite. Mais aux travailleurs et aux travailleuses qui aujourd'hui se tromperaient d'ennemis : n'y a-t-il pas suffisamment de richesses sur l'ensemble de la planète, pour permettre d'en finir aujourd'hui avec ces frontières qui tuent ? [...]

Les slogans qu'on met sur nos banderoles ne sont pas que des slogans de propagande. On veut défendre la mise en mouvement des travailleurs et des travailleuses de l'ensemble de la planète, indépendante de la bourgeoisie. On le dit haut et fort : « Oui à l'ouverture des frontières, oui à la liberté de circulation ! » Et si nous sommes les seuls à le défendre dans ces élections présidentielles avec les camarades de la gauche révolutionnaire, c'est que c'est une question essentielle. Le nationalisme auprès de nos collègues est un poison. [...]

40 ANS DE POLITIQUE ANTISOCIALE, C'EST 40 % POUR L'EXTRÊME DROITE

Ce combat contre l'extrême droite, nous le prenons au sérieux. On veut en finir avec ces fronts républicains. Borne, Darmanin, Attal... en juillet 2024, toute la ribambelle de la gauche nous appelait à voter pour eux. Quand on dit « 40 ans de politique antisociale, c'est 40 % pour l'extrême droite », c'est aussi 40 ans de politique de front républicain.

L'ARME DES TRAVAILLEURS, C'EST L'AUTO-ORGANISATION...

[...] Lorsqu'on discute de renforcer le camp des révolutionnaires, c'est parce qu'on sait que ça fait une différence dans les entreprises, dans les grèves, dans la capacité de dire que l'arme des travailleurs, c'est l'auto-organisation, c'est les assemblées générales, c'est la coordination de ces assemblées générales, c'est les comités de grève. [...] La confrontation et l'affrontement, nous ne devons pas en avoir peur. Nous devons l'anticiper, nous devons l'organiser. Ça s'appelle construire une organisation révolutionnaire.

ELENA

57 JOURS DE LUTTE AU SAMU SOCIAL
DE PARIS : UNE LUTTE INÉDITE MENÉE
CONJOINTEMENT AVEC CELLE DES FAMILLES À LA RUE

Je suis Elena, éducatrice au Samu social de Paris et ce soir c'est l'occasion pour moi de raconter deux victoires parallèles, celle des grévistes du Samu social de Paris après 57 jours de lutte mais aussi celle des occupantes et occupants du parvis du Berlier après 37 jours d'occupation. Le 115, c'est le numéro pour les personnes qui se retrouvent à la rue. Mes collègues sont les oreilles présentes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Elles encaissent quotidiennement toutes les horreurs que produit la société... la tête pleine de tous ces appels qui n'auront pas trouvé de réponses favorables. [...]

C'est une lutte inédite, qui s'est décidée conjointement en AG de grévistes et en AG des familles à la rue. [...] Dans le social, les patrons aiment à se dire de gauche, il leur aura fallu 57 jours pour céder à des éléments réglementaires et

à la base des droits des salariés. [...] Cet été, l'État a de nouveau expulsé par la force l'occupation du parvis du Samu social, sans proposition d'hébergement adapté pour des centaines de personnes. Hier, alors que nous étions en route pour les RER, la ville a décidé de lancer la mise à l'abri des occupantes et des occupants, sans prévenir, laissant alors 60 personnes sur le carreau.

Au Samu social on ne s'arrêtera pas là, on participera aux quatorzièmes rencontres nationales du travail social en lutte les 3 et 4 octobre et on participera à toutes les dates qui existeront dès septembre.

→ Lire notre article sur le déroulement de la grève et ses suites page 13.

RIKA

Organisation socialiste révolutionnaire
(RSO - Allemagne)

Il faut la force d'une classe organisée qui se rebelle

En Allemagne, pour la droite conservatrice et les sociaux-démocrates qui gouvernent ensemble, c'est « à droite toute » contre les budgets sociaux et pour la préparation à la guerre. Dans de nombreux Länder de l'Est, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) dépasse les 40 %. Le 6 septembre, ce parti peut obtenir la majorité absolue et gouverner seul dans un Land. Quand l'Europe et le monde se retrouveront-ils face à une Allemagne réarmée, avec des extrémistes de droite au pouvoir ?

LE PARTI DE GAUCHE, DIE LINKE, REPRÉSENTE POUR CERTAINS UN ESPOIR

Il promet de préserver l'État-providence et de ne pas soutenir inconditionnellement le réarmement, mais l'espoir aveugle est le premier pas vers la déception. Participer au gouvernement,

pour maîtriser les pires dérives du capitalisme et empêcher les extrémistes de droite d'arriver au pouvoir ? Cette gauche a déjà trahi ses promesses dans des gouvernements, car il n'y a pas de compromis possible avec le capitalisme. Des jeunes qui affluent vers Die Linke veulent plus que ce que la direction du parti est prête à leur donner ; leur colère et leur volonté de changement [...] sont canalisées vers les parlements.

À Berlin, le 20 septembre, nous nous présenterons aux élections « pour un monde sans frontières, sans guerre et sans exploitation ». La colère des opprimés, de la jeunesse, de la classe ouvrière est justifiée et mérite de véritables victoires. Il est réconfortant de voir que nous ne sommes pas seuls : Vive la lutte internationale de la classe ouvrière !

GUILLAUME

Dans

l'aéronautique, en France comme en Espagne, un été chaud, mais aussi dans la lutte

Je bosse dans l'aéronautique. Cet été, pendant que ça brûlait partout, on continuait de produire des avions dont on n'a pas besoin au lieu des Canadair dont on a besoin. Mais en mai, on a eu des débrayages spontanés, sur mon site et sur plein d'autres en France, sur une question de prime. En France, on a fini par reprendre le boulot, puis le patron a décidé d'en remettre une couche : réduction drastique du télétravail. La contestation sur le télétravail n'a pas dépassé en nombre la bagarre sur la prime.

Mais en Espagne, ça a été autre chose ! Notamment ceux des sites près de Madrid mais aussi Séville, Cadix, etc. qui ont fait trois semaines de grève, avec jusqu'à 6 000 grévistes sur tous les sites. De fil en aiguille, on a 7 000 salariés qui se sont retrouvés en manifestation le 15 juillet en banlieue madrilène avec tout le monde, des bureaux aux chaînes d'assemblage. Quand le syndicat majoritaire a voulu faire un référendum sur un accord, les grévistes ont voté le refus de cet accord et ont continué la grève. Ces grévistes ont dès les premières heures organisé un comité de grève, avec les décisions prises dans des assemblées quotidiennes, tout en imposant des négociateurs issus des rangs des grévistes.

Ce n'est pas fini ! La direction d'Airbus voulait en effet boucler l'affaire avant la période de congés d'été, mais les grévistes ont rejeté l'accord et se sont donné rendez-vous dès demain matin pour reprendre le combat !

→ Lire les suites de cette mobilisation dans notre article page 17.

RUBEN

militant d'Izar dans l'État espagnol

Une rentrée mouvementée et une opportunité d'intervenir pour les courants révolutionnaires

→ [...] Ces dernières semaines, on a vu comment la population de Ceuta a dégagé les groupes d'extrême droite [...] qui s'étaient déplacés là-bas. Hier, on a vu à Barcelone comment des centaines de travailleurs et de jeunes antifascistes ont dégagé à leur tour de leurs rues les groupes ultras Save Europe Act soutenus par Vox qui avaient organisé un rassemblement anti-immigrés. C'est comme ça qu'on combat l'extrême droite : par la mobilisation des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse, et pas par les élections.

Et justement, des luttes à la rentrée, il va y en avoir dans plusieurs secteurs, en marge des directions syndicales bureaucratiques [...] À Airbus, [...] où demain, plus de 14 000 travailleurs décident s'ils continuent en grève illimitée à partir du 25 août. Mais aussi dans les secteurs de l'éducation avec des grèves en Catalogne ou dans la région de Valence... 22 journées de grève en Catalogne et cinq semaines de grève illimitée à Valence. Mais aussi à Madrid à partir du 14 octobre, en Andalousie à partir du 11 novembre. Et aussi dans des secteurs comme les travailleuses de l'aide à domicile, dans le secteur de l'hôtellerie avec un appel des femmes de chambre à Tenerife et dans les îles Canaries pour une grève pendant les vacances de Pâques dans tout l'État espagnol.

Donc, vous l'avez compris, une rentrée mouvementée pour nous, où l'ensemble des courants révolutionnaires auront la responsabilité de renforcer ces luttes, d'y intervenir pour donner une perspective différente de celle de la gauche institutionnelle.

HORTENSE

secteur jeune du NPA-R

« On n'est pas "écologos-anxieux", on est écologos enragés ! »

Cet été on a pris feu [...] Mais, nous, on connaît les coupables : ils s'appellent TotalEnergies, Shell ou Amazon... Alors non, on n'est pas écolo « anxieux », on est écolo enragé. [...] Tout programme qui ne propose pas d'exproprier les grandes entreprises, est l'équivalent d'une lettre au père Noël. Parce que de toute façon, le principal problème reste que Mélenchon nous produira peut-être des Canadair, mais il produira surtout des Rafale pour les profits des patrons de l'armement. [...] Rien que cette année, on sent que l'explosion des budgets militaires de chaque pays n'est pas près de s'arrêter. En France, les industriels de la défense cumulent plus de 100 milliards d'euros de commandes sur la période 2025-2026. [...]

Alors qui sont les utopistes ? Ceux qui veulent qu'on demande aux patrons de « faire mieux » ou ceux qui veulent leur prendre les moyens de production ? Ceux qui demandent de l'aide à l'ONU après trois ans de massacres, 70 ans d'occupation et plus d'un siècle de colonisation en Palestine ? Ou ceux qui pensent que seule la révolte de tous les opprimés de la région pourra arrêter le génocide en cours ?

Oui il y a urgence à la révolution. Des révoltes, il y en a. Il n'y a qu'à voir l'embrasement de la Gen Z dans le monde depuis trois ans, dont la force a permis de renverser des ministres ou des gouvernements entiers. On peut penser au Bangladesh, au Maroc, à l'Indonésie ou à Madagascar, ou plus récemment au mouvement des cafards en Inde. Et pourtant la révolution mondiale n'a pas commencé. Car l'effort d'un mouvement collectif ne suffit pas, c'est aussi quels objectifs on se donne, quelle classe prend la tête de la révolte. La figure de la révolte en Inde a fini par appeler au calme suite à la démission du ministre de l'Éducation. Mais rien n'a changé. Et cette capitulation sans perspective nous rappelle que seule la classe ouvrière armée d'un véritable programme socialiste pourra mener jusqu'au bout une révolution. Il faut mettre en avant les intérêts de la classe ouvrière et surtout rendre possible son organisation en vue de sa prise du pouvoir. C'est pour tout cela qu'on pense qu'un parti communiste révolutionnaire est un outil indispensable et qu'il y a nécessité et urgence de le construire, en commençant dès maintenant à notre modeste échelle.



SELMA LABIB

conductrice de bus, 31 ans

Une travailleuse communiste révolutionnaire qui portera la voix de celles et ceux qui ne baisseront jamais la tête à l'élection reine de la république du fric

→ [...] On ne pourra pas attendre les élections de 2027, parce que pendant tout l'été, et dès la rentrée, c'est le gouvernement auquel on fait face aujourd'hui, celui de Macron, Retailleau, Lecornu, Darnaud. Alors, pas de trêve électorale dans la lutte des classes. Tous les autres candidats vont multiplier les promesses. Nous, on est convaincus que les travailleurs et travailleuses doivent diriger la société et donc se mêler de tout et surtout de politique. C'est pourquoi nous avons décidé de nous présenter.

C'est une énorme fierté de porter cette candidature. Conductrice de bus, salariée du privé, du haut de mes 31 ans, avec mes 1 900 balles de salaire par mois. Ni députée, ni sénatrice, ni parlementaire européenne. Pas une politicienne professionnelle, juste une travailleuse, une militante communiste révolutionnaire qui est de celles et ceux qui ne baisseront jamais la tête. Une travailleuse parmi les millions qui se lèvent tous les jours pour faire tourner la société, qu'on n'entend jamais dans les médias, à qui on ne demande jamais leur avis, qu'il s'agisse du gouvernement ou au travail. Avec à mes côtés Gaël, que La Poste a licencié pour son activité syndicale, avec le soutien du ministère du Travail, mais qui continue à se battre aux côtés de ses collègues. Personne ne va nous éteindre et

on portera cela y compris à l'élection reine de leur république du fric.

Et la première bataille, camarades, elle est déjà entamée. La première bataille, c'est celle d'être à la hauteur de ce défi, en réussissant à avoir les 500 parrainages. Et dans cette bataille comme dans les autres, on s'adresse aux élus les plus proches du monde du travail, les maires de petites communes et qui sont eux-mêmes des travailleurs, actifs ou retraités. Parrainez une travailleuse de première ligne qui sera la mieux placée pour défendre les intérêts de ceux qui galèrent dans les villages comme dans les cités !

Notre programme, c'est un programme pour les luttes, de défense des intérêts de notre classe. C'est un plan de bataille contre le patronat et l'État à leur service. Un programme de lutte pour l'ouverture des frontières, contre les fermetures d'entreprises et pour l'interdiction des licenciements, pour des salaires, des pensions, qui suivent l'inflation. Pour des moyens pour les services utiles aux travailleurs et aux travailleuses, éducation, transport, santé, climat. Pour le contrôle des travailleurs et des travailleuses sur les affaires des capitalistes, de l'État et toute la vie sociale. Pour le pouvoir ouvrier, pour la solidarité internationale entre exploités du monde entier. Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution !

Pogroms anti-migrants à Ceuta :

la politique du gouvernement de Pedro Sánchez les a rendus possibles

Alors que le gouvernement de Pedro Sánchez se vante d'avoir régularisé la situation de centaines de milliers de migrants, depuis les 30 et 31 juillet derniers, il a tenu une même ligne : expulser « légalement » les 5 000 à 10 000 travailleurs marocains – jeunes pour la plupart – qui ont fui la misère, franchi la frontière de l'enclave de Ceuta et qui sont restés sur place. Pendant plusieurs semaines, aucun lieu d'hébergement d'urgence n'a été ouvert et l'option de rapatriement vers la péninsule pour les près de 1 200 mineurs isolés a été totalement exclue. Le gouvernement « le plus progressiste » n'a jamais assumé l'accueil face à la droite et l'extrême droite. Au lieu de cela, Sánchez n'a pas hésité à déployer l'armée dans Ceuta afin de réprimer, contenir sur la plage et expulser les migrants arrivés du Maroc.

Vendredi 28 août, le ministre de l'Intérieur espagnol, Fernando Grande-Marlaska, en déplacement à Ceuta, a déclaré que la « violence n'est pas la solution ». Cela fait suite aux manifestations anti-migrants des habitants puis aux pogroms de néo-nazis qui ont eu lieu dans l'enclave. Ces paroles sonnent creux et inutile face au refus – lui, ferme et réaffirmé – d'accueillir « toute la misère du monde ». Cette misère est pourtant le produit de leur monde : le capitalisme, son exploitation et ses guerres. Misère dont les principales puissances occidentales, dont l'État espagnol, portent une responsabilité historique. Ces manifestations et pogroms rendent la vie des jeunes arrivés à Ceuta encore plus insupportable. Les manifestants, soutenus par Vox (extrême droite) et le Parti populaire (droite), exigent le départ immédiat des migrants de l'enclave. Ils se regroupent autour des lieux de (sur)vie des migrants pour les harceler et certains sont allés jusqu'à brûler un campement de migrants sur une plage de Ceuta sous l'œil passif de l'armée. La droite et l'extrême droite attisent le racisme et la xénophobie et veulent fragiliser un gouvernement déjà en crise par de graves affaires de corruption. Ces derniers jours, en plus des groupes néo-nazis qui sont venus détruire les campements de fortune, une « armada » de yachts de riches chefs d'entreprise et millionnaires sont venus au large de Ceuta montrer de quel côté se rangeait le patronat. Des manifestations de droite et d'extrême droite sont d'ailleurs appelées mercredi 2 septembre devant les mairies contre « l'invasion ». À l'initiative de la gauche révolutionnaire et de nos camarades d'Izar, des rassemblements unitaires sont prévus aussi ce jour-là dans plusieurs villes du pays.

La situation que connaît aujourd'hui Ceuta a été rendue possible par la politique du gouvernement PSOE-Summar. Après l'arrivée des migrants fin juillet, le gouvernement de Pedro Sánchez a déployé l'armée afin d'expulser la majeure partie des migrants. Par la suite, il a annoncé une nouvelle loi sur l'immigration, afin de durcir encore

les conditions d'entrée. Sur place, la plupart des migrants dorment sur des parkings ou des plages en attente de solution et sont harcelés par l'armée et la police. Ces derniers sont harcelés par l'armée et la police qui surveillent l'entrée des centres commerciaux et procèdent à des expulsions illégales, y compris de mineurs isolés. En bon samaritain et au bout de trois semaines, le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un centre d'accueil de migrants dans l'enclave et a commencé un tri des migrants entre ceux qui ont les bons ou les mauvais papiers, bientôt aidé par l'agence européenne Frontex, dans le respect des droits humains bien sûr !

Cela n'a rien d'étonnant d'un gouvernement qui verse des millions d'euros au Maroc, à la Mauritanie, au Sénégal et à la Gambie pour faire son sale boulot antimigratoire. En mars 2022, la police de Pedro Sánchez s'était déjà rendue responsable de la mort de 37 personnes lors d'un événement similaire à Melilla et avait laissé la police marocaine brutaliser les migrants sur son propre territoire.

En refusant d'assumer qu'il est possible et normal d'accueillir les migrants, la gauche institutionnelle participe de la montée de l'extrême droite. Nos frères et sœurs de classe immigrés ne sont pas le problème. Ils ne causent ni la misère ni les licenciements, ce sont les patrons européens qui en sont responsables. Les tentatives de division par le nationalisme et le racisme se multiplient partout dans le monde et la gauche n'est en aucun cas un rempart. Les frontières tuent : des associations marocaines dénombrent 141 morts et disparus les 30 et 31 juillet derniers. L'ouverture des frontières est une nécessité à imposer par l'unité et la lutte des travailleurs et des travailleuses, quelle que soit leur nationalité.

FRANÇOIS CICHAUD



AOÛT 2026. DES HABITANTS DE CEUTA SONT DESCENDUS DANS LA RUE POUR PROTESTER CONTRE LES MANIFESTATIONS ANTIMIGRANTS APPELÉES PAR L'EXTRÊME DROITE.

MAYOTTE : ATTISER LA XÉNOPHOBIE POUR FAIRE ACCEPTER LA MISÈRE

Le 24 août, les enfants du prétendu 101^e département français ont fait leur rentrée dans des écoles qui n'ont toujours pas été réparées depuis le passage du cyclone Chido en décembre 2024, il y a un an et demi. Des salles de classe qui n'ont pas de plafond, des élèves qui ont cours par rotation le matin ou l'après-midi seulement, pour faire face au manque de locaux en état... Mais pour Lecornu, en visite sur l'archipel deux jours plus tard, le seul problème des Mahorais, c'est la lutte contre l'immigration, qu'il veut « militariser ». À coups de drones, de bateaux d'interception provoquant naufrages et noyades, mais aussi par le déploiement de la Légion étrangère ! Et d'annoncer que la France va conditionner l'aide au développement versée aux Comores et à des pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est à leur collaboration dans la lutte contre l'immigration.



Un chantage qui est sans aucun doute proclamatoire, quand on sait que la France utilise cette prétendue aide pour conserver son influence dans d'anciennes colonies et y imposer des contrats avec des entreprises françaises. Mais le but de ces déclarations est toujours le même : faire croire aux Mahorais que c'est à cause de l'immigration que la vie est aussi difficile, pas parce que la France ne fournit pas cette aide au développement à Mayotte elle-même, avec des investissements à la hauteur des besoins de ce territoire officiellement français. 77 % des habitants y vivent officiellement sous le taux de pauvreté national et on y trouve les plus grands bidonvilles de France, ce que dénonçait un rassemblement syndical organisé à l'occasion de la visite de Lecornu, réclamant l'augmentation des salaires et l'alignement des droits sociaux sur la France métropolitaine. Il a trouvé pour toute réponse la répression des gendarmes.

À noter que, quelques jours plus tôt, c'est le candidat à la présidentielle Édouard Philippe qui se rendait à Mayotte, pour alimenter lui aussi sa campagne anti-immigration. Marine Le Pen y a fait aussi un tour en 2025. Mayotte, l'île des Comores où les champions politiques français de la démagogie anti-immigration se bousculent !

LYDIE GRIMAL

Samu social : 57 jours de grève ou l'expression d'une solidarité de classe



Cet été, alors que la France s'embrace sous une énième vague de canicule, l'État, au nom d'un rappel à l'équilibre des budgets de mise à l'abri, organise la remise à la rue de 681 personnes. Épuisés par des conditions de travail et de vie dégradées et un sentiment de mépris permanent, les agents du Samu social de Paris lancent une grève. Régulièrement reconduite, elle a duré 57 jours. Le 18 août dernier, les grévistes annoncent une victoire, tout en se donnant rendez-vous en octobre pour continuer la lutte et réaffirmant leur soutien inconditionnel aux familles, aux côtés d'Utopia 56. Cette grève a permis des avancées mais des batailles semblent encore à mener. Mais alors, pourquoi cette grève et qu'ont gagné les grévistes ?

La première victoire est tout d'abord celle d'avoir pu imposer, au milieu d'un été incendiaire, la question de l'hébergement d'urgence et du mal-logement au-delà de la seule région parisienne, auprès de tous les décideurs qui réduisent à la serpe les budgets des métiers de la solidarité.

Alors que Macron en 2017 annonçait ne plus vouloir voir personne à la rue, ou que Grégoire, maire de Paris, assénait pendant toute sa campagne ne plus vouloir aucun enfant à la rue, dans les faits, c'est un doublement des personnes sans abri depuis le début du mandat macroniste et un nouveau record d'enfants à la rue qui est dépassé chaque année. Cette année ce sont 2 355 enfants qui dorment chaque nuit à la rue : 120 % d'augmentation depuis 2024 du nombre d'enfants sans solution d'hébergement.

Des constats désastreux que de nombreux secteurs dénoncent depuis des années. Y compris les pompiers, qui n'ont pas attendu que le territoire s'embrace pour alerter sur le manque de moyens humains et matériels. Dans la même période, l'État vote une hausse pour les budgets militaires : choix cynique de faire la sourde oreille et de rappeler à l'ordre celles et ceux qui font vivre la solidarité pour mieux bâtir son armée impérialiste.

UNE GRÈVE QUI A SOULEVÉ BIEN DES SOLIDARITÉS

Les agents du Samu social de Paris se sont donné les moyens d'arrêter de demander gentiment ce qui semblerait être les bases d'une société ; ils ont lancé une grève reconduite quotidiennement par un gros noyau de grévistes jusqu'à obtention des revendications. Au fil de la grève elles et ils ont été rejoints très régulièrement par des services entiers et différentes professions et ont été soutenus par des lettres ouvertes adressées à la direction du Samu social.

Interpellée par cette lutte, l'association Utopia 56, qui accueille les personnes déboutées du « 115 » (le service d'appel d'urgence pour les sans-abris) s'est mise en lien avec les grévistes. Dans les assemblées générales de familles et de grévistes, la convergence de ces deux luttes semblait inévitable. Elle s'est matérialisée par une occupation du siège du Samu social le 15 juillet à l'issue d'une soirée de soutien.

Tout au long de ce mouvement les agents ont travaillé à regrouper toutes celles et ceux qui voudraient résister à leurs côtés. Chaque semaine un temps fort et une soirée de soutien permettaient à l'ensemble des agents de rejoindre la lutte le temps d'une journée.

En plein été, période qui risquait d'isoler les grévistes et agents du Samu social de Paris, la caisse de grève a reçu de nombreux soutiens, près de 40 000 euros de solidarité, alors que les employeurs et administrateurs ont reçu plus de 100 motions de soutien aux grévistes envoyées de partout en France et de tous les secteurs.

Une grande banderole est restée pendant quatre jours déployée sur le toit du Samu social de Paris, dénonçant la culpabilité de Macron dans le nombre de personnes à la rue ; 200 personnes manifestaient en direction de Bercy le 30 juin, 120 devant la DRIHL et l'hôtel de ville le 23 et 30 juillet. Et pas moins de 500 personnes le 6 août dernier pendant un

conseil d'administration extraordinaire. Ce rassemblement permettant le regroupement d'agents de la ville, de l'AP-HP ou encore de la RATP et la SNCF, chacun de leurs employeurs siégeant au sein du CA du Samu social de Paris. Sacrée solidarité face à nos patrons.

LES ACQUIS DE LA GRÈVE

Par cette grève, les « écoutants 115 », ceux qui sont chargés de recevoir les rappels d'urgence, principaux grévistes, ont obtenu l'ensemble de leurs revendications matérielles et précises : il s'agit de rompre l'isolement en offrant plus de temps de travail en équipe plutôt qu'être toujours seul face à son téléphone. Elles et ils ont aussi obtenu 45 minutes par jour sans appels pour permettre de se mettre à jour ou d'échanger avec les collègues à la suite d'un appel trop difficile par exemple. Jusqu'alors ces temps n'étaient pas prévus et débordaient sur les temps de pause ou à la débauche. Et, reconnaissance enfin du travail effectué, la prime de 150 euros dite plan grand froid (que l'ensemble des intervenants avaient touché, sauf elles et eux) leur sera versée.

Cette bataille a aussi permis des avancées pour l'ensemble des agents du Samu social de Paris. En premier lieu, les grévistes ont obtenu des engagements francs de la mise en application de la loi de la part de la direction générale et de son conseil d'administration au sujet de la réduction des risques psychosociaux : la nomination d'un inspecteur santé sécurité au travail (ISST) ainsi que la mise en place d'un document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).

Là où, depuis des années, les syndicats tentaient d'aborder la question de la revalorisation des salaires, les grévistes ont imposé le sujet en conseil d'administration extraordinaire. On n'en est donc qu'aux promesses. Mais elles et ils ont obtenu la mise à l'ordre du jour d'une prime reconnaissant la

pratique linguistique des agents polyglottes ou la reconnaissance des écoutants 115 au même niveau que les travailleurs sociaux diplômés.

ET CE N'EST QU'UN DÉBUT

Tandis que les écoutants 115 ont obtenu l'ensemble de leurs revendications, elles et ils se sont donné les moyens d'aller au-delà des revendications d'origine, c'est la dénonciation de tout un système qui s'est élaborée.

Cette lutte aura été l'occasion de rendre visible toutes celles et ceux rendus invisibles par des politiques publiques mortifères : que ce soit la ville de Paris où l'État, ces deux acteurs principaux ont finalement été contraints de répondre aux interpellations des grévistes mais aussi des familles soutenues par Utopia 56. Elle aura d'ailleurs permis de mettre à l'abri plus de 300 personnes qui se seront battues pour avoir un toit.

Ce qui ressort de cette grève c'est le ras-le-bol, que l'on entend dans tous les secteurs et particulièrement dans le médico-social, d'une société qui s'effondre face aux offensives racistes et austéritaires des patrons. Les grévistes du Samu social de Paris ont déjà prévu de participer largement aux dates de grève de rentrée les 15 et 29 septembre ainsi qu'aux 14^{es} rencontres nationales du travail social en lutte les 3 et 4 octobre. Car une chose est sûre : pour en finir avec toutes les horreurs que cette société peut créer et auxquelles, par notre boulot même, nous sommes confrontés, il faudra construire les luttes au-delà du Samu social, avec l'ensemble du monde du travail.

ALBA IRAULTZA



Grève de rentrée au lycée Jacques-Brel de La Courneuve : non aux sureffectifs dans les classes !



Lundi 31 août, lors de la réunion de pré-rentrée, les enseignants et les agents de vie scolaire du lycée ont appris que, pour la première fois, les effectifs dépasseraient les 30 par classe en classe de seconde. En effet, le lycée compte 10 divisions de seconde, et 302 élèves ont remis leurs dossiers d'inscription.

Sur la ville, les quatre collèges sont classés REP+, ce qui signifie que, jusqu'en troisième, les effectifs des élèves sont censés être limités à 24 par classe. Mais depuis 2014 et la réforme de l'éducation par le gouvernement socialiste, les lycées ne bénéficient plus de ces aménagements. Et contrairement à ce que prétend le gouvernement, il n'y a aucune baisse démographique : au contraire le nombre d'élèves passant en seconde ne cesse d'augmenter, sans qu'aucune classe ne soit créée.

Mais pour le chef d'établissement, ce n'est pas un problème : il parle de « *surbooking* » ! Un terme qui a particulièrement choqué les collègues, qui se sont réunis en heure d'information syndicale et ont voté la grève de rentrée à 41.

Mardi 1^{er} septembre, 40 % des profs étaient en grève, et 100 % des AED ! Des collègues avaient préparé un tract se moquant des termes du chef d'établissement : « *Surbooking ? On n'est pas Easyjet !* »

À midi, la direction reçoit une délégation de grévistes, et annonce que les classes de seconde seront bien limitées à trente. Une première victoire, mais les collègues ont bien conscience qu'il faudra aller chercher les moyens réels et les créations de classe au rectorat.

ÉDUCATION NATIONALE : CONTRE LA MILITARISATION, LES REVENDICATIONS DU PERSONNEL !

Visiblement, augmenter le budget de l'armée ne suffisait pas à Macron. Son ministre de l'Éducation, Geffray, a publié en catimini en juillet une circulaire pour mettre en œuvre dans les classes, le 11 novembre, une « *Journée nationale de la commémoration de la victoire et de la Paix* ». Le fait que le terme « victoire » vienne avant même celui de « Paix » n'est pas une simple maladresse : dans l'académie de Créteil, la réunion de rentrée du personnel de direction a en partie été pilotée par un général d'armée !

Pendant ce temps-là, les conditions réelles de rentrée sont toujours plus catastrophiques. Au lycée Mounier de Grenoble, ainsi, du fait du sous-effectif de personnel accompagnant les élèves en situation de handicap (AESH), 90 heures manquent pour pouvoir accueillir ces élèves. Au collège Charcot d'Oise, quatre postes d'enseignants et deux d'AED ne sont pas pourvus. Au lycée de Baudre d'Agen, les effectifs de première montent à 37... Cela sans compter les multiples problèmes d'emploi du temps, obligeant certains établissements à reporter la rentrée, et les problèmes de connexion aux serveurs à cause du piratage de cet été.

Ici et là, et notamment dans des établissements qui n'ont pas l'habitude d'en faire dès la rentrée, des heures d'information syndicales se sont tenues. Souvent fournies, elles ont discuté de comment reprendre le chemin de la lutte, avec dans bien des cas le 29 septembre en ligne de mire. Des équipes plus remontées ont carrément voté la grève dès la rentrée. Ainsi au lycée Jacques-Brel de La Courneuve, le personnel sera en grève dès le 1^{er} septembre contre des effectifs à plus de 30 en classe de seconde.

UNE RENTRÉE SOUS CLOCHE

1,22 million : c'est le nombre d'élèves dont les données ont été piratées à la mi-août.

Dans les académies de Nantes et de Toulouse, tous les systèmes informatiques ont été mis sous cloche et ne seront remis en route que le 7 septembre... ou le 14... ou...

Alors on ressort le papier, puisqu'il n'y a plus de manuel en ligne, et on met en pause la relance de projets et surtout l'ensemble des paiements que tout établissement doit faire, puisque les services administratifs ne peuvent plus vraiment travailler. L'affectation des remplaçants (fonctionnaires ou contractuels) se fait au fil de l'eau... et surtout parce que les contractuels se démènent eux-mêmes pour trouver un poste et ne pas rater quinze jours de paie.

Les emplois du temps sont impactés, et surtout les élèves sans affectation fin août risquent de voir leur entrée en établissement très retardée.

Il n'y a sûrement pas de solution miracle à un problème assez nouveau et dont l'ampleur est inédite. Mais les réductions constantes de budget dans les rectorats, y compris donc dans les services informatiques, n'y sont-elles pas aussi pour quelque chose ?

La révocation du secrétaire de la CGT Poste-Télécom 66 doit donner le signal d'une lutte d'ensemble contre la répression

Cela fait des années que La Poste n'y va pas avec le dos de la cuillère en matière de répression. Elle vient néanmoins de passer un nouveau cap cet été avec la révocation d'Alexandre Pignon. Alexandre est à la fois secrétaire de la CGT FAPT des Pyrénées-Orientales, syndicat majoritaire aux dernières élections professionnelles, et secrétaire du CSE de la région Occitanie du secteur de la distribution à La Poste, un établissement de 10 000 personnes. Il fait partie d'une équipe militante intersyndicale CGT-CNT-SUD qui, pendant le mouvement des retraites en 2023, a aidé à organiser des assemblées générales massives de grévistes et des blocages de centres postaux qui ont constitué des points de ralliement de la lutte y compris en dehors de La Poste. Un comité de soutien aux postières et postiers du 66 est toujours actif, autour de militantes et de militants qui ont l'habitude d'intervenir activement dans les services postaux.

La Poste s'attaque donc à la figure de proue d'un secteur du mouvement syndical qui est à la fois combatif et majori-

tairement soutenu dans les travées des bureaux de Poste. La révocation d'Alexandre pour des motifs liés à son activité syndicale constitue une attaque frontale contre les intérêts de toutes les postières et de tous les postiers : La Poste veut faire passer le message que personne n'est à l'abri, que dès que qui que ce soit mettra en cause son autorité, elles ou il risquera d'être licencié.

Si pour l'instant, la réaction des directions syndicales à La Poste est très timide, il existe un point d'appui militant pour contester cette offensive répressive : à la suite de la réussite de la manifestation du 20 juin contre toutes les formes de répression, organisée sous le mot d'ordre « *Ils ne nous empêcheront pas de lutter* », une réunion unitaire se tiendra le 16 septembre prochain et discutera de l'objectif de regrouper les luttes contre la répression à La Poste et plus largement.

CORRESPONDANT

Incendies en Gironde : Les travailleurs en première ligne, le patronat « nous saoule de fumée » (L'Internationale)



Alors que des travailleurs vivaient ou travaillaient dans des zones évacuées en raison des incendies, le patronat a surtout cherché à maintenir l'activité au mépris du danger. L'État, à travers la préfecture de Gironde, s'est quant à lui illustré dans son rôle de larbin des grandes entreprises, notamment par l'autorisation de maintenir ouverts certains sites, comme ID Logistics ou Lidl à Cestas. En contradiction totale avec la consigne officielle de libérer les voies d'accès pour la circulation des pompiers.

Certaines entreprises ont choisi d'amputer les salaires de ceux qui ne pouvaient pas venir travailler, sans aucune mesure de chômage même partiel. D'autres, comme La Poste, annoncent maintenant vouloir faire rattraper les jours où l'activité était interrompue. À la Plateforme industrielle du courrier de Cestas, la direction voudrait imposer 35 heures supplémentaires non payées, qui pourront être exigées à n'importe quel moment de l'année.

Pour les salariés qui ont dû évacuer leur domicile, souvent dans la précipitation, aucune mesure n'a été prise : à Keolis, des conducteurs évacués et sans nouvelles ont dû se rendre au travail après une nuit dans leur voiture. La direction a cherché à retirer des jours de congés aux collègues absents, y compris aux pompiers volontaires de l'entreprise, engagés dans l'in-

cendie... avant de rétrograder, mais seulement pour les pompiers volontaires.

À Bordeaux, les entreprises de livraison et de collecte à vélo (Triporteurs bordelais, DHL, Elise, etc.) ont continué à tourner sans allègement du temps de travail, ni mesure de protection malgré les consignes des autorités sanitaires ou de la mairie, qui préconisaient d'éviter de faire de l'exercice physique et de porter le masque en extérieur pour limiter l'exposition aux fumées. Les salariés ont été contraints de faire... tout l'inverse, charriant jusqu'à 750 kilos de colis avec leur vélo, à des cadences qui ne permettaient pas, de toute façon, de porter le masque. Des livraisons qui, pour la plupart, auraient pu être différées.

Les incendies ont rappelé à beaucoup l'épidémie de Covid. Il n'y avait pas, ou peu, de protocoles d'urgence. Cette fois encore, les travailleurs n'ont pu compter que sur eux-mêmes pour se fournir en masques, là où c'était possible. Mais pour le patronat, si les profits roulent, alors tout roule. Pour se défendre, ce sont les travailleurs qui devront appliquer les mesures d'urgence qui s'imposent.

FRED BAILHAU

CHRONIQUE DE JEUNES TRAVAILLEURS À TROIS KILOMÈTRES DES FLAMMES

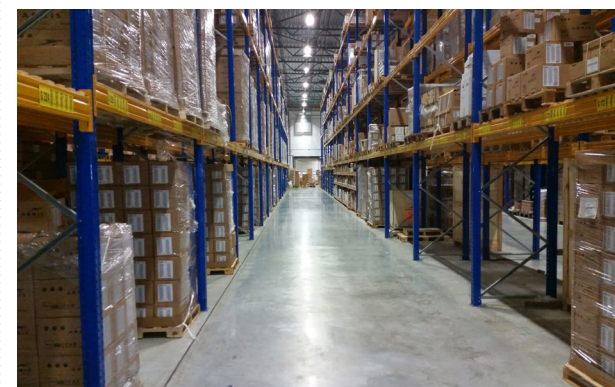
À l'entrepôt Lidl où nous sommes plus de 300 à travailler, avec l'ordre de la préfecture d'évacuation de Cestas (distant d'à peine trois kilomètres) la logique voulait que l'entrepôt soit fermé. De toute la journée du dimanche 26 août la direction ne nous a envoyé aucune information. Les seules concernant la fermeture étaient pêchées par des jeunes, mais pour le savoir il fallait chercher sur l'application de l'entreprise, que la plupart d'entre nous n'utilise pas. Certains se sont donc rendus au travail... avec le GPS qui leur faisait esquiver les barrages de gendarmes et passer par les champs !

Les collègues venus au travail lundi n'ont pas été renvoyés chez eux, et ont travaillé pour Lidl : business as usual. Jusqu'au jeudi où les flammes étaient toujours aussi proches, Lidl a fait jouer ses contacts avec la préfecture pour obtenir l'autorisation d'ouvrir, des autorisations jamais publiques : il fallait croire Lidl sur parole. Ainsi mardi soir, nous avons reçu les premières communications de la direction, annonçant que l'entrepôt resterait ouvert. Dès lors, nous avions officiellement la « liberté » de venir, mais avec zéro rémunération pour ceux qui ne viennent pas. Drôle de liberté !

Lidl justifiait le maintien de l'activité par le caractère essentiel des livraisons alimentaires. Mais tous les produits périssables ont été retirés par la direction : ni produits frais, ni fruits, ni légumes. Or, on continuait à préparer les livraisons d'alcool... et les produits dangereux et chimiques ! Des marchandises jugées essentielles... pour faire le maximum de chiffre.

Une partie des CDI mutés ont obtenu une prime de 200 euros à la fin de la semaine et une prise en charge de leurs frais. Ce qui est la moindre des choses. Les autres ont dû se contenter d'un « merci » du patron de l'entrepôt, chantant notre héroïsme, que nous sommes la seconde ligne derrière les pompiers. Par contre, aucune prime de risque, aucun protocole communiqué en cas d'urgence, et la perte sèche de salaire pour ceux qui auraient manqué des jours.

QUATRE JEUNES TRAVAILLEURS DE L'ENTREPÔT



SNCF, la « bienveillance » patronale à l'épreuve du feu

Avec les incendies en Gironde qui ont conduit à l'évacuation en quelques jours de près de 200 000 personnes, quelle a été la réaction de la SNCF ? Augmenter le prix des billets de TGV ! Jusqu'à 260 euros pour un trajet Bordeaux-Rennes, 90 euros pour un Bordeaux-Bayonne. Une famille de quatre personnes quittant Bordeaux pour rentrer en Bretagne devait payer plus de 1 000 euros !

Plus de 75 % des sapeurs-pompiers étant des volontaires, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, avait exhorté le 9 juillet les entreprises à rendre disponibles leurs salariés sapeurs-pompiers volontaires. La SNCF a beau faire partie des cent entreprises labellisées « employeur partenaire des sa-

peurs-pompiers », des collègues se sont vus refuser de s'absenter du travail pour aller prêter main-forte aux sapeurs-pompiers de métier.

Parmi la population ayant subi des évacuations et des nuits d'angoisse, que ce soit en Gironde ou dans les Pyrénées-Orientales, il y avait bien entendu des cheminotes et cheminots. Alors, devant l'impossibilité pour certains collègues de venir travailler, la réponse de la SNCF a été de dire qu'elle étudierait au cas par cas et avec « bienveillance » les demandes de congés pour régulariser la situation. Tout brûle autour de vous ? Posez vos congés et annulez vos prochaines vacances ! Il fallait y penser...

La SNCF n'est pas unique en son genre : à Bordeaux, les fumées toxiques des incendies rendaient les tournées piétonnes des postiers impraticables. Le travail a dû s'arrêter, alors la direction de La Poste tente d'imposer que les journées non travaillées soient rattrapées plus tard.

Les réactions des cheminots et la menace de grève massive suffisent encore à dissuader la direction d'imposer des congés lors de catastrophes climatiques. Mais on voit comment le patronat cherche à nous faire payer la faillite écologique du capitalisme.

Privatisation des bus RATP : Keolis provoque, les salariés ripostent

Changements de planning à la dernière minute – et même absence de planning à plus d’une semaine –, non-respect des temps de pause, tentatives de faire travailler pendant les coupures (temps de pause entre deux services), le tout en pleine canicule... Les travailleurs de la RATP « cédés » à Keolis dans le cadre de l’« allotissement » ont apprécié ces petites attentions de bienvenue de la part de leur nouveau patron !

L’allotissement, c’est le découpage de la RATP en « lots » attribués à divers groupes : sous l’égide d’Île-de-France Mobilités (IdFM), l’autorité organisatrice des transports. La RATP, avec sa filiale RATP Cap Île-de-France, a obtenu la majorité des lots, mais d’autres ont été attribués à Transdev, ATM et Keolis. Plus de 19 000 salariés sont concernés. La raison véritable ? Comme le dit Selma Labib, candidate du NPA-R à la Présidentielle et conductrice de bus transférée à Keolis, le but n’a « rien à voir avec une quelconque amélioration pour les usagers, mais vise à diviser les travailleurs pour permettre de remettre en cause les acquis des luttes de ces dernières décennies ».

Au 1^{er} août, les dépôts d’Ivry et Vitry, ont ainsi basculé de la RATP à Keolis dans le cadre de la délégation de service public n° 47. Au chaos introduit dans les plannings, s’ajoute une montagne de petites attaques. Vous aviez l’habitude de vous garer à l’intérieur du dépôt, ce qui ne gêne personne ?



Interdit ! Pour en rajouter dans le flicage des employés, des pointeuses ont été installées aux terminus, les temps de pause obligatoires ne sont pas respectés, et l’on en passe. Chaos volontaire, donc, destiné à attaquer les travailleurs sur tous les fronts. Et l’absurdité de la concurrence capitaliste se répercute aussi sur les usagers : le nombre de bus immobilisés explose, la RATP ayant savonné la planche de son concurrent en retirant du dépôt les bus les moins pourris et en n’assurant aucune continuité dans les tâches et logiciels de maintenance et d’organisation du travail.

Tous ces changements se font en dehors du cadre prévu par le transfert, sans aucune communication ; alors la colère monte, de la maintenance aux conducteurs et contrôleurs, en passant par les cadres et les agents de maîtrise.

Le tout en plein été, avec la canicule ! La RATP avait été mise en demeure au dépôt d’Ivry en juillet par l’inspection du travail à la suite de mesures de températures dépassant les 38 °C. L’exploiteur change, mais les fortes chaleurs ont continué, sans aucun aménagement du temps de travail, ce qui a mené à plusieurs malaises de collègues !

Un appel intersyndical à la grève a été lancé pour les 10 et 11 septembre. La direction a répliqué en contestant la validité du préavis de grève et menace de sanctions les salariés grévistes – de même qu’elle pratique un management agressif, y compris contre les anciens représentants syndicaux. D’autre part, elle a mis en place une « prime de mobilisation », des primes dégressives à la moindre absence, y compris pour accident du travail ou grève !

La nouvelle direction attaque tous azimuts. C’est son cadeau de bienvenue. À nous de la mettre rapidement dans notre bain, en lui souhaitant à partir des 10 et 11 la « bienvenue » de la meilleure façon qu’il soit !

CORRESPONDANT

TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS : SARSELLI SURFE SUR LA PSYCHOSE SÉCURITAIRE ALIMENTÉE PAR L’EXTRÊME DROITE

Véronique Sarselli, présidente de droite de la métropole lyonnaise, rebondissant sur un fait divers sordide (un vol à l’arraché qui a provoqué la crise cardiaque d’un homme de 82 ans) a ressorti sa promesse de campagne d’une police des transports. À l’entendre, les transports en commun seraient devenus un lieu d’insécurité généralisée.

Pourtant, malgré l’augmentation de la fréquentation du réseau, les atteintes aux agents TCL sont passées de 519 en 2014 à 256 en 2024. Du côté des usagers, les agressions et les vols avec violence sont passés de 342 à 113 sur la même période.

Alors, pourquoi ce discours sécuritaire ? Parce qu’il est plus facile de désigner des boucs émissaires que de s’attaquer aux causes de la dégradation de nos conditions de vie : la précarité progresse, tout comme la grande misère. Voilà ce qui provoque de tels actes.

L’argent doit aller au développement de l’offre, pas à la répression. Le réseau vieillit. Les pannes et les problèmes de maintenance se multiplient. Les salariés subissent les conséquences du manque de moyens, tandis que les usagers en paient directement le prix. Il faut embaucher, améliorer les conditions de travail, entretenir les infrastructures, renouveler le matériel et permettre aux salariés comme aux usagers de voyager dans de bonnes conditions.

Sarselli propose par ailleurs la gratuité des transports pour les policiers, car, dit-elle, même hors service, ils pourront veiller à la sécurité des passagers. Mais déjà quand ils sont en service, ce sont bien souvent eux qui créent les problèmes, comme lors des nombreux contrôles d’identité qui dégénèrent chaque année.

Il faut la gratuité totale des transports en commun, sans distinction. Elle permettrait de faciliter les déplacements, d’éradiquer la fraude et les contrôles qui frappent d’abord les

plus précaires. Elle augmenterait la fréquentation, favoriserait l’auto-contrôle des passagers, et ferait baisser les cas de violence, ce qui est démontré par les premières enquêtes sur les réseaux en accès libre : à fréquentation égale, les « incivilités » reculent.

À la démagogie sécuritaire, opposons la perspective de transports en commun accessibles, entretenus et placés sous le contrôle de celles et ceux qui les font vivre et les utilisent.

MARCEL SMITH



TCL : FACE À LA RECRUESCENCE DE FLICS DANS LES TRANSPORTS, LES SALARIÉS S’ORGANISENT

Ateliers SNCF de Quatre Mares : après les fortes chaleurs, le déluge

Dans ce technicentre industriel près de Rouen où l’on rénove des trains, cheminotes et cheminots subissent les conditions météorologiques semaine après semaine. Après les vagues de canicule de l’été, qui avaient fait réagir collectivement les travailleurs du site, les fortes pluies de la dernière semaine d’août ont entraîné des inondations dans la plupart des ateliers, dont la surface s’étale sur cinq hectares. 36 cm d’eau dans le bâtiment où sont stockés les pièces, 15 cm dans les toilettes et vestiaires du bâtiment principal... Les 700 salariés du site se sont donc retrouvés les pieds dans l’eau, avec comme seule réponse de la direction : « Prenez des raclettes, évacuez l’eau et reprenez le travail. » Aucune mention des risques électriques engendrés, ni des fibres en amiante, que la toiture, qui fuit de partout, pourrait véhiculer ou encore des mélanges entre les eaux des égouts et l’eau servant aux usages industriels. Déjà une soixantaine d’accidents du travail avec arrêt depuis le début d’année aux ateliers, alors ce n’est pas maintenant que les capitalistes de la SNCF vont commencer à s’inquiéter de la sécurité de la main-d’œuvre...

Ce problème d’inondation n’est pas nouveau, il est même plutôt récurrent. C’est comme ça à chaque gros orage depuis des décennies. Entre la toiture qui a été rénovée pour la dernière fois après les bombardements de la Seconde Guerre mondiale et un système d’évacuation des eaux insuffisant, ce n’est pas faute d’avoir alerté du côté des cheminots. Mais les actionnaires de la SNCF sont trop occupés à surfer sur leurs profits ! Peu leur importe si les travailleurs, eux, nagent dans l’eau croupie.

CORRESPONDANTS

Reprise de la grève à Airbus-Espagne

Pour nos dirigeants, Airbus, c'est le fleuron de l'industrie européenne et ils revendiquent fièrement ses succès : jusqu'à ces derniers mois en tout cas, Airbus n'a-t-elle pas damé le pion à son principal concurrent, l'Américain Boeing ?

En France, du côté de ceux qui fabriquent les avions en question, la situation est moins reluisante. Pour les travailleurs, à part le salaire et les primes, Airbus reste une sale boîte. Avec une chefferie omniprésente, qui exerce une pression menaçante sur les travailleurs. Chefferie doublée d'un syndicat maison sous l'étiquette FO dont les « actions » consistent surtout à contrôler les travailleurs par un autre bout et à éteindre les éventuels feux naissants par des pressions qui ressemblent fort à celles des chefs.

LA GRÈVE EN ESPAGNE REMET LES PENDULES À L'HEURE !

Airbus toute puissante face à des travailleurs soumis ? Oh que non ! La grève des travailleurs d'Airbus dans l'État espagnol vient de reprendre, montrant de façon éclatante que, s'ils le décident, ce sont les travailleurs qui ont en main les atouts maîtres.

La grève avait commencé le 1^{er} juillet dernier pour réclamer le maintien de deux jours de télétravail, la réindexation des salaires sur les prix, le retour du paiement à 100 % des ar-

rêts-maladie, le maintien de la gratuité des restaurants d'entreprise : non seulement les travailleurs refusaient les nouvelles dégradations, mais ils ont décidé de remettre toutes les pendules à l'heure !

La grève a repris de plus belle lundi 24 août, après trois semaines d'interruption du fait des congés : non seulement la direction n'a en effet rien cédé sur l'essentiel, mais elle a menacé les grévistes. Le journal en ligne conservateur *OkDiario* rapporte que Carmen-Maja Rex, la directrice mondiale des relations humaines de la multinationale « a averti que la société retirerait ses missions en Espagne, suspendrait les nouvelles embauches et mettrait un frein aux contrats relatifs à de nouveaux projets avec effet immédiat si le conflit se poursuivait ».

Les syndicats signataires des derniers accords d'entreprise, y compris parmi ceux qui participent à la grève, ont fait campagne dans la semaine pour une « pause » afin de montrer à la direction la « bonne volonté » des travailleurs. Saisie de cette question, l'assemblée générale du lundi 31 août a tranché : à 80 %, elle a voté la poursuite de la grève ! Et la direction doit bien tenir compte de la grève, même si elle se promet de revenir en arrière dès qu'elle le pourra. Par exemple, elle renonce à la suppression des jours de télétravail pour ceux des bureaux... mais tout en gardant une petite phrase lui laissant le droit de le faire ! Dans les clauses de rattrapage des salaires, elle est bien consciente que les chiffres qu'elle avance sont déconnectés de la réalité des hausses de prix : elle promet un

rattrapage complémentaire en cas de décalage... en 2030. On comprend que les travailleurs aient massivement reconduit la grève.

LUTTER POUR QUE LA GRÈVE S'ÉTENDE À TOUS LES SITES D'AIRBUS

Concernant ses menaces, si la direction d'Airbus a de nouveaux projets, il lui faudra de toute façon trouver où les mener à bien ! C'est là qu'on mesure que la riposte contre une multinationale devrait se faire à l'échelle de tous les pays où elle intervient.

Pour l'instant, en France, le climat n'y est pas, mais les raisons de la colère en Espagne existent aussi en France – et ailleurs. En juin dernier, quelques débrayages avaient eu lieu dans certains ateliers à Toulouse, même si tout est vite retombé et les chefs se font pressants vis-à-vis de ceux qui ont « osé » débrayer. La direction a tout de même renoncé à supprimer les jours de télétravail pour ceux des bureaux, et, dans les ateliers en France, certains sont bien conscients que c'est un acquis de la grève espagnole.

Ce serait donc le moment d'une riposte de tous les travailleurs d'Airbus. Cela tuerait dans l'œuf ses menaces vis-à-vis des grévistes en Espagne et permettrait de créer un tout autre rapport de force. Ce n'est qu'une possibilité, mais il faut tout faire pour qu'elle se concrétise.

CORRESPONDANT

Industrie militaire : fausses promesses et vrai danger pour les travailleurs



De Mélenchon, fan de Dassault contre l'Allemagne et « les influenceurs anti-français », à la CGT qui voit dans l'armement une relance industrielle française possible, le souverainisme séduit jusqu'à la gauche et aux syndicats. Mais un boom de l'armement ne garantit aux travailleurs que des guerres et boucheries capitalistes.

VENDEURS DE MIRAGES

D'après France Travail, l'industrie militaire pourrait offrir 70 000 à 100 000 nouveaux emplois d'ici 2030. Bien loin de compenser les quelque 300 000 emplois supprimés ou menacés depuis 2023 comptabilisés par la CGT. D'autant plus que la montée en cadence dans l'armement passe plus par l'augmentation de la charge de travail que par l'embauche massive. Malgré les profits faramineux, Dassault dégraisse parmi ses intérimaires et sous-traitants, la branche Défense d'Airbus supprime quelque 2000 postes, surtout en France et en Allemagne, et Safran vient d'annoncer la fermeture de son site SED de Mantes-la-Jolie.

Quant à la supposée reconversion future d'autres

branches d'industrie vers l'armement, elle pourrait bien être aussi un moyen de bercer d'illusions les centaines de milliers de salariés en proie aux licenciements : la Fonderie de Bretagne, lâchée par Renault et reprise par Europlasma pour produire des corps d'obus, vient d'être placée en redressement judiciaire en juin 2026, à peine un an après la reprise.

L'ARMEMENT COMME AVENIR ?

Du côté des travailleurs, reprendre à notre compte le souverainisme, ce serait se ranger derrière nos patrons qui accentuent notre exploitation, pour augmenter leurs profits dans une industrie florissante. Et pire encore quand c'est derrière la soi-disant « Défense nationale » qui n'est que la défense des intérêts des capitalistes nationaux par les États et leurs armées pour conserver ou augmenter leurs zones d'influence sur d'autres territoires ; comme la France le fait toujours auprès de ses anciennes colonies. Une logique qui ne peut qu'entraîner une multiplication des guerres, dans lesquelles les travailleurs n'ont rien à gagner et tout à perdre. Le capitalisme nous mène à la guerre, alors si nous voulons la paix, préparons la révolution.

SODEXO : SALARIÉS LICENCIÉS, ACTIONNAIRES AUX PETITS OIGNONS

L'entreprise de restauration Sodexo a annoncé ce 26 août un plan de 1097 licenciements en France. Présent dans 50 pays et largement bénéficiaire, le groupe annonce vouloir faire plus de marge – +5 % – et verser la moitié de ses bénéfices aux actionnaires.

Pourtant Sodexo vient d'obtenir le marché de la restauration collective sur les 130 sites de Meta (ex-Facebook). 2.0 ou pas, le capitalisme c'est toujours la soif de profit au menu. Sauf si les travailleurs décident de renverser la table.

LES TRAVAILLEURS DE VOLKSWAGEN MENACÉS

Le constructeur Volkswagen vient d'annoncer qu'il pourrait supprimer jusqu'à 100 000 emplois dans le monde dont quatre usines menacées en Allemagne. La faute en serait à la concurrence chinoise, aux droits de douane américains, à l'énergie chère à cause de la guerre en Ukraine. Pour soigner les profits et les actionnaires, ce sont encore les travailleurs qu'on sacrifie ?

Les travailleurs où qu'ils se trouvent dans le monde n'ont rien à gagner du système de concurrence capitaliste et tout à gagner de se donner la main pour le renverser.

Camp internationaliste : un souffle internationaliste pour armer les combats à venir

Fin juillet s'est tenue la deuxième édition de l'école internationaliste coorganisée par le NPA-R, Izar de l'État espagnol, l'OKDE-Spartakos de Grèce, le RSO d'Allemagne et Speak Out Now des États-Unis. Conçue comme une initiative de formation politique, de débats et d'échanges entre révolutionnaires de différents pays sur nos interventions militantes, elle a rassemblé 300 camarades.

Cette édition s'est tenue au cœur de l'été, quand les incendies faisaient rage, obligeant des dizaines de milliers de réfugiés climatiques à fuir leur logement. Elle s'est tenue au moment même du massacre de Ceuta qui nous a rappelé avec force que dans ce monde capitaliste barbare, les frontières tuent celles et ceux qui cherchent à fuir la misère et l'exploitation.

Face à ce monde à feu et à sang, où la montée des tensions et des rivalités interimpérialistes entraîne une multiplication des conflits armés et un risque de généralisation des guerres, les discussions de ce camp ont mis en avant la nécessité de ne compter que sur la force et les luttes des travailleurs pour inverser le cours des choses. Les nombreuses luttes actuelles de la classe ouvrière ont été au centre des discussions : de la grève générale en Bolivie aux grèves dans les usines aéronautiques européennes, des mobilisations pour la Palestine aux grèves ouvrières contre l'exploitation et la répression, en passant par les groupes d'autodéfense

contre l'ICE aux États-Unis et la réaction populaire massive à Minneapolis.

De la même manière, à l'inverse des illusions portées par la gauche institutionnelle qui nous assène que pour empêcher la progression de l'extrême droite et des idées réactionnaires, la seule solution serait un énième front électoral et une nouvelle « union de la gauche », nos débats ont rappelé que nous avons besoin que la classe ouvrière retrouve confiance dans sa propre capacité à agir, à s'organiser et à défendre ses intérêts de manière indépendante.

Il y a urgence à regrouper celles et ceux qui défendent cette perspective ; c'est le sens de la proposition de construction d'un pôle des révolutionnaires. Ce camp internationaliste participe de cette construction : nos différentes organisations y ont réaffirmé dans un communiqué commun notre détermination à renforcer l'expression, y compris sur le terrain électoral, de ce pôle des révolutionnaires, indépendamment de la gauche institutionnelle – même de celle dite « radicale ». Il n'y aura pas de raccourci : notre seule arme, c'est l'organisation et les luttes de la classe ouvrière pour ses intérêts.

L'an prochain, l'école d'été internationaliste se tiendra en Allemagne, où nous espérons être plus nombreux encore.

Piratage et nouveau site : même si l'extrême droite ne le veut pas, nous on est là !

Nos lecteurs les plus assidus ont remarqué que notre site est resté inaccessible quelques jours à partir du lundi 24 août. Le serveur associatif et militant qui nous héberge (et que nous en remercions pour avoir subi une attaque hostile massive et sur la durée. Des données de sites militants comme celui du Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), ceux de différents syndicats ouvriers ainsi que le nôtre ont été effacées, et l'accès volontairement empêché. Il semblerait que le site du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens ait été spécialement ciblé.

La même semaine, les sites des syndicats CGT Educ'Action 77 et Créteil ont aussi subi une cyberattaque perpétrée par l'extrême droite. Le communiqué de ces organisations précise que « des articles de notre site ont été repris pour faire une propagande raciste, notamment en remplaçant le mot "élèves" par les termes "élèves étrangers" ».

Nous avons mis à profit ces quelques jours pour mettre en ligne notre nouveau site, que vous retrouverez à l'adresse habituelle : npa-revolutionnaires.org. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos critiques et propositions à courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org!



IL Y A 90 ANS... LES PROCÈS DE MOSCOU : L'ASSASSINAT PAR STALINE D'UNE GÉNÉRATION DE RÉVOLUTIONNAIRES

Entre août 1936 et mars 1938 se tinrent à Moscou une série de procès intentés, sur ordre de Staline, contre des militants révolutionnaires russes, dont certains avaient été des dirigeants de premier plan du mouvement communiste international.

Sous l'effet des défaites des vagues révolutionnaires en Europe dans les années 1920 et des immenses destructions provoquées par la guerre civile en URSS, une caste de bureaucrates avait mis la main sur le parti et sur l'État. L'Opposition de gauche, menée par Trotski, qui contestait la politique stalinienne et luttait contre la dégénérescence du parti et l'État ouvrier, avait été battue à la fin des années 1920. Mais, pour asseoir le pouvoir de la bureaucratie et obtenir le soutien des puissances impérialistes face à l'Allemagne nazie, il fallait liquider tout l'héritage politique de la révolution d'Octobre.

Le prétexte fut l'assassinat à Leningrad, le 1^{er} décembre 1934, de Kirov, un haut responsable du parti. En janvier 1935 un premier procès fut intenté contre Zinoviev et Kamenev, anciens chefs de l'Opposition aux côtés de Trotski, qui avaient pourtant capitulé face à Staline. Mais il ne s'agissait que d'une répétition générale. Les procès en vue de l'élimination de toute possibilité d'opposition politique au régime stalinien furent confiés au procureur Vyichinski, un ancien responsable menchévique ayant combattu contre la révolution avant de s'y rallier dès la fin de la guerre civile. Vyichinski est typique de ces opportunistes sur lesquels s'est appuyé Staline pour s'installer au

pouvoir et auxquels il déléguait ses basses œuvres. Vyichinski requit « la mort pour ces chiens enragés ». Zinoviev, Radek, Smirnov, Piatakov, Boukharine, Serebriakov, Kamenev, et tant d'autres, furent abattus après avoir dû, pour certains, confesser sous la torture des crimes aussi inouïs qu'imaginaires.

Ces trois procès, applaudis hors de l'URSS, en particulier par le Parti communiste français et son organe *L'Humanité*, constituèrent la face publique de la répression. Les grandes purges de la fin années 1930 menèrent à la mort ou au goulag des dizaines de milliers de militantes et de militants qui auraient pu constituer une direction politique au mouvement révolutionnaire.

La formidable vague révolutionnaire russe de 1917 s'acheva ainsi dans les caves de la police politique, les camps de Sibérie et face aux pelotons d'exécution. L'assassinat de Trotski le 20 août 1940 à Mexico par un agent stalinien paracheva la macabre tragédie de la contre-révolution stalinienne.

SACHA CREPINI

Voir notre article plus détaillé, avec en particulier des recommandations de films et de livres →



Central Committee of the Communist Party in 1917



LIVRE

COMME DES ESCLAVES

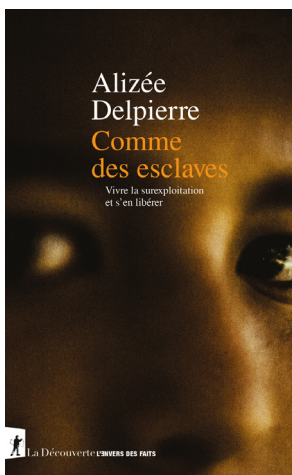
ALIZÉE DELPIERRE

La Découverte, 216 p., 21 €

A utrice d'un très bon livre sur les domestiques des grandes fortunes, *Servir les riches*, Alizée Delpierre livre ici le résultat de sa dernière enquête portant sur les situations d'esclavage moderne en France.

Cette enquête explore beaucoup de secteurs - agriculture, bâtiment, commerces de proximité, domesticité - et de cas différents, mais qui ont un point commun, ce que l'autrice nomme surexploitation : des horaires allant de 16 à 20 heures par jour, avec des revenus nuls ou très faibles dépassant rarement une centaine d'euros, voire quelques dizaines, une absence de statut, un contrôle total sur leur vie privée et, souvent, leur corps. Les victimes sont en majorité étrangères, sans papiers, issues de familles très pauvres. La misère et les violences - qui vont des coups et insultes jusqu'à la torture et les violences sexuelles, surtout envers les femmes - les maintiennent dans la dépendance. S'il y a bien sûr de nombreux cas de traite, beaucoup de ces surexploités tombent dans cette situation en étant manipulés par des personnes qui profitent de leur isolement et leur désespoir, et se présentent comme des amis en leur faisant miroiter un toit et un travail. On retrouve bien sûr parmi ces exploiters des grands bourgeois, qui peuvent ainsi recruter des domestiques. Mais il y a aussi des exploiters issus de milieux plus populaires, qui partagent souvent la même nationalité que celles et ceux qu'ils exploitent, et les font travailler dans leur petite entreprise sans les payer. Pour sortir de cette situation, la solidarité des personnes rencontrées par hasard ou l'aide des associations - manquant pourtant de moyens - sont souvent bien plus efficaces que l'État : les procédures judiciaires sont longues, il est difficile de rassembler des preuves et de nombreux juges et gendarmes font montre d'incompréhension et de mauvaise volonté. Bien que le style soit parfois un peu jargonnant, les nombreux témoignages extraits d'entretien rendent la dénonciation de ces formes extrêmes d'injustice véritablement poignante. Une lecture particulièrement instructive.

ROBIN KLIMT



FILM

Retour sur la projection du film : « Un caillou dans la chaussure »

C'est avec un grand plaisir que, lors de nos rencontres d'été révolutionnaires, nous avons accueilli Mehdi Lallaoui, écrivain, cinéaste et militant en solidarité avec le peuple kanak. Son dernier film documentaire, sorti au printemps dernier, donne la parole à plusieurs militantes et militants indépendantistes kanak, actifs au sein de la CCAT (la Cellule de coordination des actions de terrain) et qui ont subi de plein fouet la répression de l'État colonial français après le soulèvement de la jeunesse en Kanaky-Nouvelle-Calédonie en mai 2024. Ceux-ci témoignent de leur arrestation ciblée et arbitraire par la gendarmerie près des barrages dans le grand Nouméa puis racontent leur déportation express en prison par avion spécial pour la métropole, à plus de 17 000 kilomètres de chez eux.

Le témoignage de Brenda Wanabo est particulièrement significatif de la manière dont la « République française » a toujours traité les Kanak depuis la fin du XIX^e siècle : racisme, violences physiques, enfermement sans motif, déportation, tortures en tout genre. Elle raconte notamment comment les gendarmes renversent volontairement par terre le contenu de la petite valise d'habits que sa mère lui a préparés en urgence, comment elle a voyagé menottée dans l'avion durant plus de 24 heures, comment

elle a dû aller aux toilettes la porte ouverte devant ses propres camarades hommes, comment la séparation brutale d'avec ses compagnes et compagnons de lutte lui font craindre une exécution maquillée en « accident » comme les Kanak en ont souvent connu.

Le débat qui a suivi le film a permis de revenir sur la situation actuelle en Kanaky, où règne plus que jamais l'ordre colonial, sur l'urgence pour le peuple kanak d'en finir avec l'occupation coloniale de l'impérialisme français. Au-delà des débats qui peuvent traverser l'ensemble du mouvement de solidarité et des organisations politiques kanak elles-mêmes, l'ensemble des participants a été convaincu par la nécessité de mener des actions de solidarité avec tous les prisonniers politiques kanak toujours enfermés en France hexagonale ou ceux qui sont relâchés sans avoir les moyens financiers de rentrer chez eux.

MARIE DAROUEN



Pour contribuer à cette solidarité →

Les exposés des
4 RENCONTRES D'ÉTÉ
RÉVOLUTIONNAIRES
sont sur YouTube



Les années 30 :
Comment combattre
le fascisme ?

Les années 30 :
le Front populaire
contre la révolution

De quel parti
avons-nous besoin
et comment le construire ?

Débat
Lutte ouvrière & NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Militarisation,
« troisième guerre mondiale » :
comment arrêter la marche à la guerre ?

Quelle politique des
révolutionnaires face
aux licenciements ?

Et beaucoup d'autres...

HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION, SUPPRESSIONS DES APL, INFLATION... PRÉPARONS UNE RENTRÉE DE RIPOSTE !

Fin août, l'Unef chiffrait une nouvelle hausse du coût de la vie étudiante pour cette rentrée : 35 % d'augmentation en dix ans de politiques pro patronales sous Macron.

A lors, c'est sûr que tout augmente ; notamment les frais d'inscription pour les étudiants étrangers. Ils doivent débours 3 000 euros pour une inscription en licence, 4 000 pour un master, 16 fois plus qu'un étudiant français. Le RN n'est pas encore au pouvoir mais la préférence nationale est mise en place... Le gouvernement Macron a déjà supprimé récemment les APL pour ces mêmes étudiants étrangers.

Toutes ces mesures, imposées en priorité aux plus précaires, ont bien pour but d'être étendues à tous les étudiants... L'augmentation des frais d'inscription à la fac pour tous les étudiants à 900 euros en licence et 1 500 en master est ainsi sur la table depuis plusieurs mois. Concernant la suppression des

APL, une attaque générale n'est pas loin non plus. Un rapport commandé par le gouvernement en juin dernier préconisait ainsi une refonte de leur mode de calcul pour y intégrer le revenu des parents, ce qui reviendrait en fait à priver plus de 200 000 étudiants de leurs APL. Si Lecornu a pour le moment démenti cette piste, son gouvernement cherche bien à faire des économies pour son budget 2027. Pendant ce temps, et comme chaque année, la sélection orchestrée par Parcoursup et Mon-Master s'aggrave et des centaines de milliers de jeunes issus des classes populaires qui se retrouvent sur le carreau.

Pas question d'accepter qu'ils nous fassent les poches ou nous privent d'un avenir ! Le 15 septembre, les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation et le 29 septembre, les organisations de jeunesse appellent à rejoindre la mobilisation de la fonction publique pour combattre ces politiques d'austérité. Autant d'occasions de prendre notre sort en main, sans attendre



les prochaines élections. Pour préparer les luttes à venir ou pour discuter de la nécessité de la révolution et du communisme, prend contact avec les militants du NPA-Révolutionnaires !

LOÏE FLORÈS

FACS OUVERTES AUX ENFANTS D'OUVRIERS !

Parcoursup avait déjà débouté 320 000 jeunes l'an dernier. Cette année, ce sera au moins 30 000 de plus ! C'est un tri social que le gouvernement a institutionnalisé pour dégager des facs les enfants des classes populaires. À Nanterre, Grenoble, Lille, Lyon et Metz, des collectifs de sans-facs se battent contre cette sélection et pour arracher l'ouverture de places ! Alors que le budget de l'armée explose et que le patronat n'a jamais été aussi riche, c'est bien dans la rue qu'on devra construire le rapport de force pour gagner sur nos revendications.

Macron, Mélenchon : la fleur au fusil

C'est officiel : le service militaire volontaire cher à Macron, censé gommer l'échec du service national universel, a débuté le 31 août. 3 000 jeunes, la plupart recalés par Parcoursup, vont passer dix mois à apprendre à obéir aux ordres, à marcher en rang, à saluer le drapeau, à manier les armes... Bref, dix mois à subir la propagande guerrière dont a besoin le patronat pour embrigader la jeunesse. Sans oublier qu'il peut également compter sur les relais médiatiques du macronisme tels que TiboInShape, qui a récemment fait la promotion des écoles de police sur sa chaîne, pour accentuer le climat guerrier auprès des jeunes...

De son côté, LFI a d'autres projets : mêler militarisation... et écologie ! Lors de l'université d'été du mouvement, Mélenchon a présenté son projet de « garde régionale de la sécurité

civile », qu'il compare à une « conscription écologique ». D'un côté il surfe sur les inquiétudes des jeunes face à la crise climatique... mais fait peser sur eux la responsabilité de pallier l'incurie de l'État. Payé au Smic, ce sera à peine mieux que les « services civiques » qui permettaient à des administrations ou des associations de faire travailler des jeunes pour pas cher. De l'autre côté, il repeint en vert le discours militariste car, petit bonus, des formations avec la police et la gendarmerie seront également proposées. Refusons l'enrôlement qui ne sert qu'à contrôler les mouvements de colère de la jeunesse. Engagez-vous pour vraiment changer les choses : rejoignez les rangs des révolutionnaires !

LENY BOLZEN

Campagne d'excision au Mali : contrôler les femmes par la violence

Au Mali, une campagne numérique remet sur la table le problème de l'excision. Ses auteurs sont médecins, hommes d'affaires, religieux ou influenceurs, et vantent les bienfaits de ces violences dont sont victimes neuf femmes sur dix dans le pays. Les mutilations génitales sont réalisées dès le plus jeune âge, souvent sans anesthésie et au rasoir.

Sur les affiches « Oui à l'excision », c'est ce qui s'appelle « protéger » les filles. Mais ce que la campagne vise à protéger, c'est le contrôle par les hommes de la virginité puis de la fidélité de leur fille, nièce, sœur ou épouse en transformant les rapports sexuels en calvaire. Ce contrôle social est maintenu par le poids de la coutume, mais surtout par ceux qui la défendent : leaders communautaires ou religieux, médecins et exciseuses, groupes politiques réactionnaires et ceux qu'ils influencent jusqu'au cœur du foyer.

L'État donne des gages aux religieux en les incitant à la discrétion, tout en faisant pression sur les ONG qui luttent contre l'excision. Campagne de sensibilisation, affichage de

prévention, sondage d'opinion sont ainsi renvoyés à « une date ultérieure ».

Cela n'empêche pas les activistes de faire entendre leur indignation en Afrique de l'Ouest, sous forme de contre-campagne numérique. Ces militants placent le problème sur le



terrain de la prévention, mais aussi sur le terrain juridique en exigeant de la Junte une loi interdisant l'excision au Mali. Mais, dans les pays voisins où une telle législation a été arrachée, l'excision et l'impunité n'ont pas reculé, car les gouvernements ne cherchent pas à mettre un terme aux mutilations génitales, qui frappent en premier les populations pauvres. Cela supposerait d'engager des moyens pour combattre la misère matérielle et morale, et de rompre avec les notables locaux et les couches sociales conservatrices. Ils préfèrent alors laisser prospérer cette pratique, voire la défendre au nom d'une prétendue « tradition africaine » à préserver contre les « valeurs occidentales », comme le mettent en avant les influenceurs pro-Junte malienne (et pro-excision).

ALEXIS MICSHEN

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES